

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES IMPOTS ET DES TAXES

EN MATIÈRE

D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 12 Juin 1908, à 2 heures

PAR

Georges TISSIER

Président : M. CHAVEGRIN.

Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY, } *professeurs.*
SAUZET, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES IMPOTS ET DES TAXES

EN MATIÈRE

D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 12 Juin 1908, à 2 heures

PAR

Georges TISSIER

Président : M. CHAVEGRIN.

*Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY, } professeurs.
 { SAUZET, }*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551429_0014

INTRODUCTION

On connaît l'extension extraordinaire prise dans le courant du XIX^e siècle par les assurances ; de plus en plus on a compris l'utilité de se prémunir, moyennant le versement annuel d'une somme relativement faible, contre les dangers multiples qui nous guettent continuellement.

Ayant d'abord presque exclusivement pour objet des risques maritimes, l'assurance a reçu dans la suite des applications aussi nombreuses que variées et son développement est devenu tel qu'il a été question à plusieurs reprises de la transformer en un service public géré par l'État.

Des auteurs, des sociologues, des hommes politiques de partis différents, mais, pour la plupart à tendances démocratiques, ont fait valoir, parfois non sans éloquence, les avantages de cette combinaison (1).

(1) Cf sur cette socialisation spécialement en matière d'assurances contre l'incendie la thèse de M. Paul Alglave, *Sur l'Assurance contre l'Incendie, service public en Allemagne*.

Nous n'avons pas à prendre dans ce débat position bien nette, nous dirons seulement qu'à l'encontre de cette nouvelle fonction préconisée à la charge de l'État, s'élèvent, avec leur force habituelle et leurs arguments vigoureux, les adversaires du socialisme d'État.

Toutefois, la vitalité sans cesse grandissante, le nombre chaque jour accru des compagnies, a forcé l'attention du législateur. Il n'a pas tardé à intervenir pour leur donner une réglementation et a profité de cette circonstance pour imposer sur les contrats d'assurances des taxes toujours plus nombreuses et plus lourdes.

C'est cette question de taxes et impôts que nous nous sommes proposés d'étudier.

L'historique de l'intervention législative se caractérise aussi par un autre trait :

Les premiers textes relatifs aux assurances ne les visent qu'accidentellement, disséminés qu'ils sont dans des lois très générales.

C'est le cas, nous le verrons, des lois du 9 vendémiaire an VI, du 13 brumaire an VII, du 6 prairial an VII sur le Timbre, comme aussi de celles du 22 frimaire an VII, du 28 avril 1816 sur l'Enregistrement.

Cet état de choses s'explique et se justifie dans une certaine mesure par le fait qu'à cette époque l'assurance en était à ses débuts, et son importance encore

assez faible pour n'avoir pas attiré l'attention des pouvoirs publics.

Cependant nous ne tardons pas à remarquer quelques essais de spécialisation. En matière de timbre, la loi du 5 juin 1850 tente de remédier, mais sans atteindre très efficacement son but, aux inconvénients tant théoriques que pratiques de la législation antérieure. Puis, en matière d'enregistrement la loi du 23 août 1871 établit sur de nouvelles bases l'impôt fixé par la loi organique du 22 frimaire an VII, enfin la loi du 13 avril 1898 crée une taxe nouvelle d'un caractère assez difficile à préciser, dite « Taxe des pompiers » à laquelle s'ajoutera celle votée le 30 janvier 1907.

En outre, au fur et à mesure de leur développement le législateur a dû traiter de façons distinctes les diverses branches de cette industrie qui, ne répondant pas aux mêmes besoins, ne fonctionnant pas de façon identique, mettant en jeu des intérêts d'ordres dissemblables, devaient normalement être soumises à des règles de droit différentes.

Le but principal de ce travail (qu'à dessein nous n'avons pas allongé de commentaires longs et faciles fournis par des décisions de jurisprudence) est de faire œuvre pratique. Nous avons été souvent frappé des difficultés soulevées par l'interprétation de la loi fiscale ; il nous a paru utile de rechercher avec la plus stricte impartialité, les droits du Trésor et de

ses agents, ainsi que les obligations des assureurs et d'indiquer en même temps à ces derniers dans quels cas et jusqu'à quel point leur résistance pouvait être justifiée contre les prétentions parfois exagérées de l'administration de l'Enregistrement.

L'assurance, cette « combinaison du génie moderne, qui enlève au malheur son influence en divisant ses effets (1) commença à garantir les risques maritimes dès le milieu du XV^e siècle. Son application à ceux d'incendie est beaucoup plus récente, ne datant guère en France que du début du XIX^e.

A la vérité, même avant 1789, il existait bien quelques compagnies, mais elles avaient, en ce qui concerne l'incendie fort peu d'extension et une activité assez restreinte, les risques maritimes faisant l'objet principal de leurs garanties.

Lorsque la tourmente révolutionnaire eût cessé d'agiter l'Europe entière, lorsque le calme revint, lorsque la confiance reprit en même temps que la vie commerciale, l'assurance, qui n'avait fait jusqu'à cette époque que de rares essais bien timides, commença à prendre son essor. De 1820 à 1840 on put voir de nombreuses Sociétés tant mutuelles qu'à primes fixes, demander et obtenir du gouvernement l'autorisation, alors nécessaire à leur libre fonction-

(1) M. l'avocat général Glandaz, cité par Paul Alglave : *Assurance contre l'Incendie, service public en Allemagne*, page v.

nement, en vertu de l'avis du Conseil d'État du 15 octobre 1809 en vigueur jusqu'en 1867.

Ajoutons pour être complet que dès les premières années de l'Empire, on réorganisa les « Caisses départementales, encore actuellement au nombre de cinq (Ardennes, Creuse, Marne, Meuse, Somme). On les a appelées avec quelque raison les héritières directes des anciennes caisses diocésaines fondées par les évêques au XVIII^e siècle de 1770 à 1779 et connues sous le nom de « Bureaux des incendies. »

La législation fiscale ne les a pas oubliées.

De nos jours encore l'assurance est connue sous les trois formes suivantes :

Assurances à primes fixes ;

Assurances mutuelles ;

Caisses départementales ;

Les premières sont celles qui reçoivent périodiquement des assurés une certaine somme dite « prime » moyennant laquelle elles prennent l'engagement d'indemniser l'assuré en cas de sinistre.

Les assurances mutuelles ne comportent pas le paiement d'une prime ; elles sont formées par le groupement de personnes mettant en commun leurs risques et si l'un d'eux se réalise il est réparti au prorata du capital assuré par chacun des sociétaires ; la somme versée par chaque assuré est appelée « cotisation » ou « contribution » et varie annuellement suivant l'importance des pertes.

Remarquons cependant que cette définition est plus théorique que pratique, l'usage des Compagnies mutuelles à cotisations fixes tendant à se généraliser tous les jours davantage.

A un autre point de vue, d'après la nature du risque garanti, les assurances se divisent en assurances maritimes (contre les risques de la navigation) et en assurances terrestres (contre les risques autres que ceux de la mer).

Celles-ci se subdivisent elles-mêmes en plusieurs catégories : contre l'incendie ; sur la vie ; contre les risques agricoles ; contre les accidents, etc... Le régime fiscal est différent pour chacune de ces divisions et subdivisions. Nous l'étudierons en ce qui concerne les assurances contre l'incendie.

Ces dernières sont frappées de deux impôts principaux, celui du timbre et celui de l'enregistrement, perçus l'un et l'autre par l'administration de l'Enregistrement.

Le premier est un impôt indirect, ayant comme caractère principal d'être un impôt de consommation dû lorsqu'on rédige par écrit un acte pouvant faire titre en justice. (Loi du 13 brumaire an VII article 1.)

C'était, au début, la rémunération d'un service rendu par l'État, car cette écriture matérielle sur un papier détenu seulement par quelques officiers ministériels, conférait à l'acte un certain caractère d'authenticité qui a disparu peu à peu et à mesure

que le papier timbré était mis à la portée du public. Le droit de timbre devint alors un impôt de consommation ; actuellement il l'est encore en principe mais il tend à subir une nouvelle modification qui le dénature de nouveau pour le rapprocher de plus en plus d'un droit pur et simple d'enregistrement.

Nous trouvons un exemple de ce changement dans l'abonnement d'abord facultatif et rendu ensuite obligatoire.

Un autre, encore plus frappant et plus net, réside dans la modification réalisée récemment en matière de ventes d'immeubles : ces mutations étaient sou-

1^o A un droit de timbre de 0 fr. 60, 1 fr. 20, etc... suivant le nombre de feuilles employées à la rédaction de l'acte ; c'était bien un impôt de consommation.

2^o A un droit d'enregistrement de 5.50 pour 100 en principal, soit avec les décimes de 6.875 pour 100.

Une loi récente a fondu ces deux droits en un seul, de 7 pour 100 sans décimes et composé du droit ancien d'enregistrement soit 6.875 pour 100 et d'un droit de 0.125 pour 100 comme droit de timbre.

L'impôt de l'Enregistrement est, lui aussi, un impôt indirect, créé par la loi fondamentale du 22 frimaire an VII ; il était normal qu'il frappât les contrats d'assurances, étant donné le principe formulé par l'article 4 de cette loi ainsi conçu : « Le droit pro-

« portionnel (d'enregistrement) est établi pour les
« obligations, libérations, condamnations, colloca-
« tions ou liquidations de sommes et valeurs et pour
« toute transmission de propriété, d'usufruit ou de
« jouissance de biens, meubles et immeubles, soit
« entre vifs, soit par décès.

« Ces quotités sont fixées par l'article 69 ci-après.
« Il est assis sur les valeurs. »

Or, l'assurance est un contrat à titre onéreux créant des obligations de sommes, c'est-à-dire d'espèces monétaires à la charge de chacune des parties ; l'une de ces obligations (le paiement de la prime par l'assuré) étant pure et simple ; l'autre (le paiement de l'indemnité par l'assureur) étant conditionnelle.

Nous étudierons ces deux impôts du timbre et de l'enregistrement, en ce qui concerne les assurances, dans deux chapitres principaux auxquels il y aura lieu d'ajouter l'examen de la taxe de six francs par million, établie en 1898 et celle de douze francs par million établie en 1907 dans le seul but d'augmenter les ressources du budget de l'État, tous les jours obéré davantage.

Dans chacune des divisions de ce travail, après un historique très rapide, nous passerons en revue les principales questions, surtout d'ordre pratique, que peut soulever l'application de la législation actuellement en vigueur.

Tel est le plan que nous avons adopté.

PREMIÈRE PARTIE

DROIT DE TIMBRE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

§ 1^{er}. — *Législation ancienne.*

Le premier acte législatif qui intéresse notre sujet est la loi du 9 vendémiaire an VI qui, dans son article 56, s'exprime de la façon suivante :

« Les lettres de voiture, les connaissements, chartes
« parties et polices d'assurances, les cartes à jouer, les
« journaux, les gazettes, feuilles périodiques ou papiers
« nouvelles, les feuilles de papier musique, toutes les
« affiches autres que celles d'actes émanés de l'autorité
« publique quelle que soit leur nature ou leur objet
« seront assujettis au timbre fixe de dimension (1). »

(1) On entend par timbre de dimension ou fixe celui qui est tarifé sur la dimension du papier. On l'oppose au timbre proportionnel gradué suivant les sommes énoncées dans l'acte et dont le tant pour cent varie selon la nature des écrits. Un pouvoir est soumis au timbre de dimension et une traite au timbre proportionnel.

Mais le texte fondamental en la matière est la loi du 13 brumaire an VII article 12 qui assujettit au timbre « tous actes et écritures soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense ».

La loi du 6 prairial an VII fixait à 1 franc le droit de timbre exigible.

« ART. 5. — Les lettres de voiture, connaissances, chartes parties et polices d'assurances
« seront inscrites à l'avenir sur des papiers du timbre
« de 1 franc. »

Les infractions étaient sanctionnées par une amende fixée à 30 francs (1).

Enfin, le décret du 5 janvier 1809 dans son article 1, tout en maintenant le principe de l'impôt, modifie la loi du 6 prairial an VII, en autorisant l'emploi d'un papier de dimension facultative.

« Les lettres de voiture, connaissements, chartes
« parties et polices d'assurances continueront à être
« assujettis au timbre de dimension. Les parties pour
« rédiger ces actes pourront se servir de telles dimensions de papier timbré qu'elles jugeront convenable
« sans être tenues d'employer exclusivement à cet
« usage du papier frappé du timbre de 1 franc. »

(1) Cette amende a été réduite à 5 francs en principal par la loi du 16 juin 1824, article 10.

Cette législation fut la seule en matière de timbre à s'appliquer aux Compagnies d'assurances pendant de longues années.

Si on la compare à celle établie ultérieurement et que nous aurons l'occasion d'étudier plus loin, on peut être tenté de lui adresser plusieurs critiques :

1^o Elle était trop brève, trop laconique, ne prévoyant pas les différentes questions que son application pouvait soulever. Ce reproche est fondé, mais il a plus de valeur théorique que de fait ; car, il ne faut pas oublier que, jusque vers 1820, les Compagnies d'assurances étaient encore peu connues. Il n'y avait guère avant cette date que quelques Compagnies d'assurances maritimes ; le développement vraiment prodigieux de l'assurance et notamment de l'assurance contre l'incendie datant seulement du premier tiers du XIX^e siècle.

2^o Un autre reproche que l'on pouvait adresser à cette législation un peu rudimentaire, c'était de n'être même pas effective, et cette critique est la plus sérieuse à faire valoir.

En fait, les Compagnies d'assurances étaient affranchies de tout droit de timbre. A l'époque dont il est question, l'administration de l'Enregistrement n'avait pas encore pris l'importance qui plus tard allait lui être attribuée et, notamment, elle n'était pas armée de ce pouvoir d'investigation énorme, mais néces-

saire, nous le reconnaissons, qui lui permet aujourd'hui de se livrer dans les bureaux des Compagnies à ces recherches ayant pour but l'examen des livres et des pièces et la constatation des infractions aux lois fiscales.

Le législateur, il est vrai, avait rendu nécessaire la formalité du timbre pour le cas où l'acte devait être produit en justice et régulièrement la Compagnie aurait dû remplir cette obligation et acquitter le droit y afférent, lorsque, au cours d'un procès avec l'assuré, la police d'assurance était soumise aux juges. Mais une pratique courante, connue, admise en fait par les tribunaux eux-mêmes, consistait pour la Compagnie et l'assuré à supposer que les conventions intervenues étaient des conventions verbales, non écrites, échappant par là même à tout impôt de timbre, puisque cet impôt est un impôt de consommation.

Cette fraude avait comme résultat de frustrer le Trésor de sommes qui ne tardèrent pas à devenir assez importantes car les compagnies d'assurances prenaient chaque jour plus d'extension.

Les statistiques auxquelles on s'est livré et qui sont mentionnées par le rapporteur de la loi de 1850 indiquent en effet que les impôts en question dont le rendement pour le Trésor aurait dû être de un million à un million et demi par an rapportait très péniblement trois à quatre mille francs.

3° Enfin, il semble permis de formuler à l'adresse de cette législation du début du XIX^e siècle, un dernier reproche, celui de ne pas être spéciale. Toutes les lois que nous avons énumérées jusqu'ici, visent en même temps que les polices et contrats d'assurances d'autres actes juridiques, connaissements, lettres de voiture, chartes parties. Il aurait été certainement préférable de consacrer aux assurances, une loi particulière et de ne pas soumettre à une même réglementation des matières aussi dissemblables. Elle fut pourtant la seule en vigueur pendant près de 40 ans ; il nous faut arriver jusqu'en 1850 pour trouver enfin des textes essayant, du moins en ce qui concerne le timbre, de parer aux inconvénients que nous venons de signaler.

§ 2. — *La loi du 5 juin 1850.*

Parmi les vices de la législation précédente, celui qui avait paru le plus sérieux nous est indiqué par le législateur de 1850 qui s'exprime de la façon suivante :

« Lorsqu'il devient accidentellement utile de se
« servir des actes en justice, les parties supposent
« qu'il s'agit de conventions verbales et les tribunaux
« ainsi que les officiers publics se prêtent à cette

« fraude qui fait perdre au Trésor, non seulement
« les droits et amendes du timbre, mais encore des
« droits proportionnels d'enregistrement établis par
« l'article 51 n° 2 de la loi du 28 avril 1816. »

Ce motif invoqué dans les considérations du rapporteur fut la raison déterminante de la loi du 5 juin 1850 ; nous verrons pourtant que le but auquel on voulait parvenir, à savoir supprimer la fraude dénoncée précédemment, ne fut que très imparfaitement atteint :

Cette loi, la première qui s'occupe spécialement de l'assurance contre l'incendie maintient le principe de l'impôt du timbre pour les Compagnies d'assurances contre l'incendie, mais permet à l'assureur de l'acquitter de deux façons différentes : par le paiement au comptant, ou par abonnement. C'est ce qui résulte de la combinaison des articles 33 et 37 de la loi.

L'article 33 s'exprime ainsi :

« A compter du 1^{er} octobre 1850, tout contrat
« d'assurances ainsi que toute convention posté-
« rieure contenant prolongation d'assurance, aug-
« mentation dans la prime ou le capital assuré, sera
« rédigé sur papier d'un timbre de dimension sous
« peine de 50 francs d'amende contre l'assureur sans
« aucun recours contre l'assuré.

« Lorsque la police contiendra une clause de tacite
« reconduction, elle sera soumise au visa pour tim-

« bre (1) dans le délai de cinq jours de sa date sous
« la même peine de 50 francs d'amende contre l'as-
« sureur.

« Le droit de visa sera le même que celui du
« timbre employé pour l'acte. »

Ainsi le principe de l'impôt est maintenu. Déjà établi par les lois de l'an VII susceptible de produire au fisc des ressources importantes, il était de l'intérêt de l'État de ne pas le supprimer.

La seule lecture de cet article 33, sa rédaction plus ample que celle des lois de l'an VII et de 1809, nous est un indice que le législateur a compris toute l'importance prise par les compagnies d'assurances depuis le début du XIX^e siècle, et tout le parti fiscal qu'il pouvait tirer de leur développement ; il ne vise plus seulement, comme il l'avait fait d'abord, les « polices d'assurances », il prévoit aussi le cas où il y aurait postérieurement à la conclusion du contrat une « convention contenant prolongation d'assurance, « augmentation dans la prime ou le capital assuré. »

Ce principe de l'impôt une fois rappelé, maintenu, et en tant que besoin, étendu, le législateur de 1850 accorde aux Compagnies la faculté de l'acquitter autrement qu'au comptant : l'article 37 donne la possibilité de s'abonner :

(1) Le visa pour timbre est une mention remplaçant le timbre dans certains cas.

« ART. 37. — Les Sociétés, Compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre l'incendie et contre la grêle pourront s'affranchir des obligations imposées par l'article 33 en contractant avec l'État un abonnement annuel à raison de 0 fr. 02 par mille francs du total des sommes assurées d'après les polices ou contrats en cours d'exécution. »

Notons tout de suite, car la remarque nous paraît intéressante, au point de vue théorique, le caractère quelque peu singulier, de cet impôt du timbre dans le cas où la Compagnie contracte un abonnement ; c'est un impôt qui devient proportionnel. Bien que dans d'autres matières on ait établi un droit de timbre de ce genre, cette proportionnalité nous paraît assez difficilement conciliable avec la nature du timbre qui, étant un impôt de consommation devrait plutôt être toujours fixe, variant seulement avec la dimension du papier employé. Malgré tout, nous verrons que cette proportionnalité, loin d'être supprimée, de facultative qu'elle était, a été rendue obligatoire en 1884.

Le législateur de 1850 donne donc aux Compagnies d'assurances le choix entre deux procédés pour acquitter l'impôt du timbre : ou bien timbrer leurs polices au comptant, et dans ce cas l'impôt conserve son caractère normal d'impôt fixe de consommation, ou bien contracter avec l'État un abonnement dont

le taux sera de 0 fr. 02 par 1,000 francs du total des sommes assurées, et l'impôt devient alors proportionnel.

On peut se rendre compte facilement des avantages et des inconvénients de ces deux systèmes. D'une part l'abonnement pouvait tarir pour les Compagnies une source de pertes provenant du gaspillage ou de la maculature des feuilles employées à la rédaction des contrats. Il était également économique pour certaines Compagnies qui, ayant l'habitude de transcrire en entier le texte de leurs statuts sur les polices, faisaient une consommation de papier plus considérable.

De plus lorsque les Compagnies devaient faire timbrer au comptant leurs polices et contrats, cette obligation à laquelle d'ailleurs elles essayaient de se soustraire (et elles y parvenaient souvent en fait) les contraignaient à une dépense relativement élevée ; l'abonnement, au contraire, en répartissant ces frais sur un certain nombre d'années rendait plus commode, l'acquittement du droit ; mais, par contre, le système de l'abonnement annuel et proportionnel présentait certains inconvénients : l'espèce de forfait qu'il établissait entre l'État et les Compagnies pouvait, dans quelques cas être onéreux pour ces dernières à cause de cette annuité et de cette proportionnalité du droit, lorsqu'il s'agissait d'une police en cours d'exercice pendant de longues années, ou

encore, garantissant un risque d'une certaine importance. Dans tous ces cas, le droit du timbre payé par abonnement pouvait dépasser le montant de la somme que la Compagnie aurait soldé une fois pour toutes si elle avait utilisé le timbrage au comptant.

En fait, toutes les Compagnies à primes et un grand nombre de mutuelles renoncèrent à payer le droit au comptant pour acquitter par abonnement l'impôt mis à leur charge.

Il est facile d'expliquer cette préférence des Compagnies à primes pour le nouveau système de l'abonnement, qui présentait en effet pour ces dernières un avantage évident. L'habitude de transcrire sur les polices le texte entier de leurs statuts aurait entraîné pour elles une dépense assez forte si le papier ainsi employé avait dû être timbré au comptant ; l'abonnement supprimait radicalement cet inconvénient.

Les Compagnies mutuelles pour une raison analogue utilisèrent l'abonnement moins que les primes fixes.

En effet elles ne transcrivaient pas d'ordinaire leurs statuts sur le contrat signé par l'assuré ; celui-ci se contentait d'affirmer son adhésion aux statuts dont il était censé avoir pris connaissance au siège de la Compagnie mutuelle.

Comment devait se faire le paiement du droit ?

C'est la fin de l'article 37 qui l'indique.

« L'abonnement de l'année courante se calculera

« sur le chiffre total des opérations de l'année précédente.

« Le paiement du droit sera fait par moitié et par semestre au bureau de l'Enregistrement du lieu où se trouvera le siège de l'établissement ».

L'article 39 ajoute : « Le pouvoir exécutif déterminera la forme du timbre qui, en cas d'abonnement, sera apposé, sans frais, sur le papier destiné aux polices d'assurances et aux feuilles de collectes. »

Ces dispositions seraient, comme celles de brumaire et de frimaire, restées lettre morte, si les articles 35 et 36 n'étaient venus donner à l'administration les moyens d'en contrôler l'exécution et assurer la perception de l'impôt en obligeant les assureurs :

1° A la tenu d'un répertoire.

2° A la communication des contrats.

Art. 35. — « Les Sociétés, Compagnies et assureurs seront tenus d'avoir au siège de l'établissement un répertoire sommaire en un ou plusieurs volumes non sujet au timbre, mais coté, paraphé et visé soit par un des juges du tribunal de commerce, soit par le juge de paix, sur lequel ils porteront, par ordre de numéros et dans les six mois de leur date, toutes les assurances faites, soit directement, soit par leurs agents, ainsi que les conventions qui prolongeront l'assurance, augmenteront la prime ou le capital assuré.

« Les préposés de l'Enregistrement pourront exiger au siège de l'établissement la présentation :

« 1^o Des polices en cours d'exécution ou renouvelées par tacite reconduction depuis au moins six mois.

« 2^o De celles expirées depuis moins de deux mois. »

L'article 35 donnait donc à l'Enregistrement un pouvoir inquisitorial considérable.

Quelque gênante que puisse être parfois la visite d'agents de l'administration, il faut cependant reconnaître que, le principe une fois admis, des taxes en notre matière, de timbre et d'enregistrement, il était indispensable de donner au fisc ce droit de contrôle, car il fallait lui permettre de vérifier la sincérité des états fournis aux receveurs lors du paiement de l'impôt.

Le préposé de l'administration pouvait demander au siège de la Société la communication d'une pièce figurant au répertoire et réciproquement exiger la présentation d'une police quelconque pour s'assurer qu'elle était bien portée au répertoire (1).

La concordance des pièces étant établie, la vérification des comptes se faisait aisément.

(1) En cas d'infraction l'amende était de dix francs, article 36 de la loi de 1850.

Cette mesure très simple suffisait à assurer une exécution de la loi aussi intégrale que possible.

Caisses départementales. — La loi de 1850 après s'être occupée des Compagnies d'assurances proprement dites avait dû envisager le cas peu répandu de ce qu'on appelle les caisses départementales.

Destinées à secourir les victimes des sinistres au moyen de collectes ou de dons volontaires, elles présentent cette particularité qu'il n'existe aucun lien juridique entre les souscripteurs et la caisse. Cette dernière est, en effet, maîtresse d'accorder ou non des subsides suivant des considérations absolument de fait ; elle peut distribuer des secours à des individus n'ayant fait aucun versement, comme elle est libre de les refuser à ceux qui ont souscrit ; le conseil général qui la gère a toute latitude à cet égard.

Il existe cependant en fait, un certain engagement moral laissé à la bonne foi de l'administration et, en pratique, les secours ne sont généralement répartis qu'entre les souscripteurs.

Ces caisses qui recueillent des sommes souvent très considérables sont, comme on le voit, de véritables Compagnies d'assurances existant dans plusieurs départements et, si le désir d'augmenter les ressources budgétaires n'avait pas suffi à le faire, leur caractère seul, aurait permis au législateur de les assimiler, quant à l'impôt, aux sociétés reconnues.

Ces caisses, cependant, bénéficièrent d'un régime de faveur, se traduisant par un impôt de 1 pour 100 seulement sur le montant des souscriptions.

C'est ce qu'exprime l'article 37 *in fine*

.
 « Les caisses départementales admi-
 « nistrées gratuitement, ayant pour but d'indemni-
 « ser ou de secourir les incendiés au moyen de col-
 « lectes pourront aussi s'affranchir des mêmes obli-
 « gations en contractant avec l'État un abonnement
 « annuel de 1 pour 100 du total des collectes de
 « l'année. »

Il est à peine besoin de faire remarquer que cet impôt de 1 pour 100 portait sur le montant des collectes (qui sont pour les caisses départementales ce que sont les primes pour les primes fixes), alors que ce même article 37, en établissant en principe la faculté d'abonnement fixant cet abonnement à 0.02 pour 1,000 « du total des sommes assurées » et non des primes.

Cette différence de traitement, qui pourrait étonner à première vue, est, à la réflexion, très simplement explicable : Il suffit de rappeler, en effet, que ces caisses départementales qui se rapprochent des Compagnies d'assurances ne sont pas cependant de véritables Compagnies et que, notamment, aucun contrat ne les lie même avec leurs souscripteurs ; en d'autres termes, aucun capital n'est, à vrai dire, assuré, puisque après un sinistre la caisse départe-

mentale est libre de donner ou non un secours à la victime de ce sinistre, comme aussi de déterminer à son gré le montant de ce secours. Comment, dès lors, aurait-on pu calculer l'impôt d'après le capital ? il y avait là une impossibilité évidente.

Telle est, dans ses grandes lignes et sans qu'il soit besoin d'y insister davantage puisqu'aussi bien il n'est plus en vigueur, le premier essai de législation fait en notre matière (1).

Quoique ces règles aient été remplacées par celles établies dans la loi de finances du 29 décembre 1884, elles présentent cependant une importance particulière à cause surtout du système nouveau qu'elles établissaient et qui a été, nous le verrons, généralisé par le législateur de 1884.

Il nous est permis, alors, de nous demander, dès à présent, quelle appréciation il convient de porter sur cette innovation faite en 1850.

Si nous examinons sa destination, il est bien certain qu'elle a été simplement d'augmenter les ressources de l'État dont l'intervention se traduit rarement sous une forme autre que celle d'une taxation nouvelle.

Cette intervention législative était du reste parfaitement justifiée ; elle a même été quelque peu tardive, mais elle aurait pu ne pas avoir comme but et

(1) Indiquons cependant que, par exception, les dispositions de la loi de 1850 s'appliquent encore en ce qui concerne les caisses départementales.

comme conséquence d'imposer des charges fiscales assez lourdes à des Sociétés commençant à peine à prendre un certain essor et qui, au point de vue social, devaient avoir une heureuse influence, celle de développer dans le public les idées d'épargne et de prévoyance sociale.

Peut-être aussi le législateur aurait-il pu traiter avec une bienveillance particulière les Compagnies mutuelles, qui, préconisant des idées d'assistance et de secours réciproques, étaient dignes au plus haut point d'une protection toute spéciale ; à plus forte raison encore semble-t-il permis de désapprouver la taxe de 1 pour 100 établie sur les collectes des caisses départementales.

Quoiqu'il en soit, l'impôt du timbre était admis, il était général, visait l'assurance sous toutes ses formes et, en conformité d'un principe qui pour n'être écrit nulle part, n'en est pas moins toujours appliqué, ne devait pas tarder à être augmenté.

C'est, en effet, ce qui se produisit peu d'années après ; la loi du 2 juillet 1862 (art. 18) l'éleva de 0 fr. 01, c'est-à-dire porta de 0 fr. 02 à 0 fr. 03 pour 1,000 le taux de l'abonnement au timbre.

Cette augmentation déjà considérable, et malgré laquelle la plupart des Compagnies précédemment abonnées le demeurèrent, ne fut pas cependant la seule. En 1871 notre taxe de 0 fr. 03 pour 1,000 se trouva soumise à la majoration s'appliquant à tous

les droits de timbre quels qu'ils soient, conséquence de la loi du 23 août 1871 qui édicte en principe dans son article 2 :

« Q'il est ajouté deux décimes au principal des
« droits de timbre de toute nature. » Et pour qu'aucun doute ne pût subsister, la loi du 30 mars 1872 vint préciser dans son article 3 que : « Les deux
« décimes ajoutés au principal des droits de timbre
« de toute nature par l'article 2 de la loi du 23 août
« 1871 sont applicables aux taxes d'abonnement
« exigibles depuis la mise en exécution de cette loi
« quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle l'abonnement a été contracté. »

Notre taxe d'abonnement se trouvait ainsi portée à 0 fr. 036 pour 1,000. Cette situation fiscale ne devait plus changer jusqu'en 1884.

§ 3. — *Loi du 30 décembre 1876.*

Avant d'en arriver à l'examen de la législation qui allait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1885, nous croyons utile, pour rendre notre historique complet, de mentionner quelques nouvelles interventions législatives qui se sont manifestées avant cette date et dont l'une fut très justement motivée selon nous par la situation de fait suivante :

Après la guerre de 1870 le démembrement du territoire et la cession à l'Allemagne de nos deux provinces eurent pour conséquence d'amener plusieurs Compagnies d'assurances étrangères à opérer sur le pays cédé.

D'autre part, il y avait encore nombre de Compagnies françaises qui continuaient à réaliser des affaires dans la région perdue.

Cette concurrence à l'étranger, pour des risques étrangers, entre Compagnies françaises et Compagnies étrangères mettaient les premières dans un état d'infériorité manifeste ; la question présentait d'autant plus d'intérêt qu'en plus du bon sens et de l'équité, un sentiment très vif de patriotisme devait éveiller en France l'attention des pouvoirs publics.

Les Compagnies françaises, en effet, opérant à l'étranger et notamment en Alsace-Lorraine payaient au trésor français, soit par abonnement, soit au comptant, l'impôt du timbre établi par la loi de 1850, auquel les Compagnies étrangères n'étaient évidemment pas soumises ; et, de plus, les Compagnies françaises se trouvaient aussi frappées par des taxes diverses plus ou moins onéreuses fixées par l'État étranger et en particulier par l'Allemagne.

Il y avait là évidemment une situation désavantageuse pour nos Compagnies. Le législateur français avait le devoir d'en tenir compte.

Sur cette question la jurisprudence, parfois obser-

vatrice trop rigoureuse du texte littéral, avait depuis longtemps déjà décidé (Cass. 25 janvier 1854) que les dispositions de la loi du 5 juin 1850 s'appliquaient à toutes les polices faites par les assureurs français tant en France qu'à l'étranger (Cf Instr. de l'Enreg. n° 2010 et 11). C'est ainsi que fut votée et promulguée la loi du 30 décembre 1876 qui vint remédier à ce fâcheux état de choses.

Cette loi qui ne comprenait qu'un seul article s'exprimait dans les termes suivants :

« A partir de la promulgation de la présente loi,
« le droit de timbre établi par les articles 33 et 37
« de la loi du 5 juin 1850 cessera d'être perçu sur
« les contrats d'assurances passés en pays étrangers
« et ayant exclusivement pour objet des immeubles,
« des meubles ou des valeurs situés à l'étranger. »

Ce principe d'exonération d'impôt une fois posé, la loi indique cependant dans la seconde partie de l'article une restriction à ce principe, restriction d'ailleurs légitime et justifiée.

« Mais ces contrats doivent être soumis au timbre
« moyennant le paiement du droit au comptant avant
« qu'il puisse en être fait aucun usage en France,
« soit dans un acte public, soit dans une déclaration
« quelconque, soit devant une autorité judiciaire ou
« administrative, à peine d'une amende de 50 francs.
« Les mêmes dispositions sont applicables aux con-
« trats de réassurance passés en France et par

« actes sous signatures privées applicables à des po-
« lices souscrites à l'étranger et ayant également
« pour objet exclusif des immeubles, des meubles
« ou valeurs situés à l'étranger. »

Deux conditions sont donc exigées pour exempter de timbre un contrat d'assurance :

1° Il faut qu'il s'agisse de garantir des risques étrangers.

Il est permis de faire observer à ce propos qu'il peut y avoir quelque difficulté dans la détermination d'un risque étranger. Nous ne faisons ici qu'indiquer le problème que nous aurons l'occasion de résoudre plus loin.

2° Que le contrat ait été passé en pays étranger. La nécessité de cette deuxième condition se justifie aisément. Si l'État français peut frapper d'un impôt une compagnie soit française, soit étrangère qui opère en France ; ou une compagnie française même opérant à l'étranger lorsque la police a été souscrite en France, on concevrait difficilement qu'il veuille soumettre à une taxe quelconque une Compagnie garantissant des risques étrangers alors que le contrat a été passé à l'étranger, car, le simple fait que la police a été souscrite à l'étranger implique que, du moins en ce qui concerne l'assurance visée par la police, elle ne doit avoir aucun effet sur le territoire français. Il est par suite tout à fait normal que l'État français ne veuille pas imposer à cette Compagnie et

pour ce contrat un impôt quel qu'il soit, impôt qu'au surplus, il lui serait peut-être souvent difficile de faire rentrer dans ses caisses si la Compagnie est étrangère, ce qui sera le cas le plus ordinaire.

A ces principes la loi du 30 décembre 1876 apportait une restriction en assujettissant au droit de timbre au comptant, tout contrat passé à l'étranger garantissant des risques étrangers et dont il y aurait lieu de faire usage en France. Cette mesure était très plausible ; elle constituait simplement une application de notre droit commun fiscal qui soumet à un timbrage et aussi à un enregistrement préalable tout acte que l'on aurait à produire en justice.

Tel fut l'état du droit en matière de timbre jusqu'en 1884. A cette date une intervention législative se produisit motivée par l'intransigeance tant de l'administration que de la jurisprudence de la cour suprême. Voici à quelle occasion : On sait que l'innovation réalisée par la loi du 5 juin 1850 avait été, tout en maintenant en principe le droit de timbre au comptant, de permettre aux Compagnies d'assurances des exonérer du paiement de ce droit en contractant avec l'État un abonnement annuel dont le taux était déterminé par l'article 37. Mais une question qui ne devait pas tarder à se poser était la suivante :

Quels actes étaient couverts par l'abonnement ? Comme l'article 37 contenait une référence à l'article 33 et que l'article 33, qui posait le principe du droit

de timbre au comptant, visait expressément « tout contrat d'assurances ou toute convention postérieure contenant prolongation d'assurance, augmentation dans la prime ou le capital assuré » ; on s'était demandé si cette énumération que l'article 37 avait implicitement reproduite était limitative ou simplement énonciative, et, si par suite l'abonnement contracté couvrait seulement les actes qu'elle indiquait expressément ou bien s'il pouvait en couvrir d'autres, notamment les avenants d'ordre, ne contenant ni « prolongation d'assurance » ni « augmentation dans la prime ou le capital assuré. »

Les tribunaux auxquels le problème avait été soumis avaient d'abord et pendant de longues années, statué dans un sens libéral, large, favorable aux Compagnies. Il semble bien que cette interprétation qui, à dessein, n'était pas littérale, était conforme au bon sens, comme à l'intention du législateur.

Il devait avoir voulu couvrir par l'abonnement tous les actes ou écrits qui « pouvant faire titre en justice » sont en matière d'assurance d'un usage forcément fréquent : et c'est bien le cas pour les avenants dits d'ordre.

D'autre part, il paraissait très naturel de considérer comme indicative l'énumération donnée par l'article 33 ; en effet, on ne pouvait raisonnablement soutenir que les actes mentionnés par cet article étaient les

seuls devant être timbrés au comptant dans le cas où il s'agissait d'une Compagnie non abonnée. Il était bien certain que dans ce même cas, d'une Compagnie non abonnée les avenants d'ordre devaient, eux aussi, être timbrés au comptant.

Mais n'est-ce pas là une preuve que l'énumération n'était pas limitative et qu'en cas d'abonnement, la dispense visait même les avenants d'ordre. A moins que l'on ne prétende que ces avenants pouvaient être rédigés sur papier libre, mais alors, aurait-il été logique de décider le contraire pour le cas d'une Compagnie abonnée ?

Ces considérations qui, avec raison, selon nous, avaient paru péremptoires aux tribunaux pendant plus de 25 ans, ne furent plus considérées comme admissibles par la cour de cassation. Dans un arrêt du 4 février 1879, elle décida que la loi du 5 juin 1850 n'avait pas exempté du droit de timbre les avenants, sauf ceux qui y sont spécialement désignés et qu'en l'absence de toute exception faite en leur faveur, ces avenants restaient soumis aux dispositions générales de la loi du 13 brumaire an VII, assujettissant au droit de timbre tous les actes devant ou pouvant faire titre à moins qu'ils n'en soient exemptés par une disposition spéciale (Sirey, 1879, 1, 179. Cf Instruction Enregistrement, 23 avril 1879.)

Par ces motifs, la cour cassait un jugement du

tribunal civil d'Auxerre qui avait déclaré nulle une contrainte décernée en vue du recouvrement du droit de timbre sur un avenant d'ordre.

Cette décision ne nous paraît pas justifiée ; l'interprétation qu'elle fait de la loi de 1850 et des articles 33 et 37 de cette loi est trop restrictive, car, il nous semble bien que l'article 37 se référant à l'article 33 contenait une exemption spéciale pour ces avenants implicitement visés par l'article 33.

Quoi qu'il en soit, cet arrêt de la cour suprême causa une certaine agitation, une certaine inquiétude parmi les Compagnies qui voyaient par là diminuer l'intérêt qu'elles pouvaient avoir à s'abonner et prétendaient, non sans au moins quelque apparence de raison, que le fisc touchait en réalité deux fois le droit de timbre : une fois grâce à l'abonnement contracté, et une fois au comptant.

La conséquence de cette décision ne devait pas tarder à apparaître : dès 1880 plusieurs Compagnies dénoncèrent leur contrat d'abonnement, déclarant vouloir se soumettre au droit au comptant, suivant la dimension du papier employé.

Cette manière d'agir était évidemment légale, et le parti le plus sage de la part de l'administration aurait été d'accepter purement et simplement les déclarations de désabonnement puisqu'elles étaient conformes à la loi.

L'Enregistrement feignit de voir dans cette attitude

une déclaration de guerre, à laquelle il répondit aussitôt par un « projet de loi » ayant pour but « de
« régler le paiement du droit de timbre des contrats
« d'assurance et de tous avenants sans exception au
« moyen d'une annuité dont le service serait obli-
« gatoire pour les Sociétés mutuelles aussi bien que
« pour les Compagnies à primes fixes et qui serait
« élevé à 0 fr. 04 pour mille francs de capitaux
« assurés pour les Compagnies à primes fixes et à
« 0 fr. 03 pour mille francs seulement pour les
« mutuelles. »

Déjà présenté peu d'années auparavant, en 1879, par M. Léon Say, alors ministre des Finances, ce texte portait abrogation de l'article 33, c'est-à-dire rendait obligatoire l'abonnement au timbre.

Dans une première partie de son discours, le ministre avait fait valoir combien ce mode de libération était facile pour le Trésor, la façon dont il prévenait les fraudes et aussi les avantages pour les assureurs qui éviteraient le gaspillage et la maculature des feuilles. Mais, il ne faut pas se le dissimuler, la loi visait surtout les mutuelles; aussi, passant à l'examen des différentes catégories d'assurances, il s'efforce de prouver que celles-ci sont actuellement dans une situation privilégiée et « que les
« conditions de la concurrence se trouvent altérées
« au préjudice des Compagnies à primes fixes. »

Les assurances mutuelles, en effet, avaient refusé

de s'abonner en disant que leurs primes étant plus faibles, leurs cotisations se trouvaient correspondre à des capitaux supérieurs à ceux assurés à primes égales et que, par conséquent, en acquittant des droits sur ces capitaux d'après les mêmes proportions que les Compagnies à primes fixes, les mutuelles se trouvaient plus imposées.

Le ministre enfin, reprochait à ces dernières de fuir l'impôt d'une façon détournée par un emploi très fréquent de la clause de tacite reconduction qui leur faisait réaliser une notable économie de papier, ainsi que par la suppression des statuts dans le corps des polices.

Il ajoutait que ces assurances mutuelles avaient perdu leur qualité originelle ayant délaissé leur caractère démocratique pour devenir des assurances spéciales pour riches ; les pauvres présentant de mauvais risques étant obligés de s'assurer aux Compagnies à primes ; et terminait enfin, en essayant de démontrer qu'on tarirait ainsi définitivement la source de procès créée par les difficultés d'application de l'article 33 de la loi de 1850.

Comme conclusion, M. Léon Say, avait proposé d'établir un abonnement obligatoire au taux de 0.03 pour 1,000 pour les mutuelles et de 0.04 pour les Compagnies à primes fixes.

Cette tentative suivit le sort de bien d'autres ; le projet resta dans l'ombre, sans motif bien déterminé

et fut voté hâtivement quatre ans plus tard, le 29 décembre 1884 dans la loi portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice de 1885(1).

(1) *Journal officiel*, 30 décembre 1884.

CHAPITRE II

LOI DU 29 DÉCEMBRE 1884

§ 1^{er}. — *Traits essentiels.*

La réforme fut faite au cours de la discussion de la loi du budget de 1885, car le législateur avait déjà pris cette habitude dont nous n'avons que trop d'exemples et qui est si déplorable au point de vue législatif, de faire des innovations parfois importantes par voie de réforme budgétaire introduite dans la loi des finances.

Cette loi du 29 décembre 1884, ne contient que quelques articles relatifs au droit de timbre en matière d'assurances et spécialement d'assurances contre l'incendie : ce sont les articles 8 et suivants qui sont ainsi conçus :

« ART. 8. — Le droit de timbre établi par les lois
« en vigueur sur les contrats d'assurances ainsi que
« sur tous les actes ayant exclusivement pour objet
« la formation, la modification ou la résiliation

« amiable de ces contrats, sera acquitté par les
« Sociétés, Compagnies d'assurances et tous autres
« assureurs contre l'incendie et sur la vie, selon le
« mode réglé par les paragraphes 1, 2 et 3 de l'ar-
« ticle 37 de la loi du 5 juin 1850.

« La taxe annuelle est fixée à 0 fr. 04 par
« 1,000 francs du total des sommes assurées contre
« l'incendie, pour les assurances à primes et à 0 fr. 03
« par 1,000 francs pour les assurances mutuelles.

« La présente loi sera appliquée à partir de sa
« promulgation aux contrats d'assurances mutuelles
« contre l'incendie souscrits depuis plus de 5 ans
« ainsi qu'à tous les contrats en cours rédigés sur
« papier frappé du timbre d'abonnement et pour les-
« quels les assurés ont continué, après désabonne-
« ment à payer la taxe annuelle aux assureurs.

« Toutefois, il sera tenu compte aux assureurs qui
« ont acquitté le droit au comptant sur les clauses
« de tacite reconduction et sur les polices en cours,
« conformément aux articles 33 et 38 de la loi du
« 5 juin 1850 de la partie de ces droits qui excède
« le montant de la taxe annuelle par eux perçue
« après le désabonnement.

« Les actes de réassurances ne sont pas assujettis
« à la taxe annuelle lorsque cette taxe est payée par
« l'assureur primitif.

« La perception du droit de timbre d'abonnement
« établi par l'article 37 de la loi du 5 juin 1850 et

« par le présent article aura lieu dans les délais et
« suivant les formes déterminées par les articles 5,
« 6, 7, 8 et 10 du règlement d'administration publique
« du 25 novembre 1871.

« A défaut de paiement dans les délais ci-dessus,
« l'amende édictée par l'article 10 de la loi du
« 23 juin 1857 sera exigible.

« L'avis de l'acquittement du droit inséré au
« *Journal officiel*, équivaldra à l'apposition du
« timbre pour les actes spécifiés au présent article. »

Tel est le texte de la loi. Encore en vigueur aujourd'hui, elle soulève par son application des difficultés assez nombreuses et parfois délicates que nous allons étudier successivement: cet examen sera rapide, mais nous permettra de formuler un avis sur cette loi dans son ensemble.

Les articles 8 et 10 peuvent paraître au premier abord ne pas avoir réalisé une modification de bien grande importance: l'abonnement, pourrait-on dire, existait depuis 1850; il était facultatif, on l'a rendu obligatoire, ce n'est pas là une réforme qui mérite d'attirer l'attention.

Cette manière de voir, cette appréciation ne nous paraît pas juridiquement fondée. En fait, il est vrai, que le changement de législation n'était pas très considérable, et même, à ce point de vue, il ne faut pas oublier qu'il est intervenu à un moment où les primes fixes commençaient à se désabonner, et

où les mutuelles n'avaient pas eu ou n'avaient eu que peu recours à la faculté accordée en 1850.

Mais en droit la modification était intéressante : elle transformait le caractère même de l'impôt de timbre : cet impôt étant un impôt de consommation, devait normalement varier suivant la quantité de papier employé. Le timbre doit être régulièrement un timbre de dimension, un impôt fixe : or, la loi nouvelle en faisait un impôt proportionnel ; et cela contrairement aux principes couramment admis en la matière, et en particulier à celui énoncé formellement par les lois du 13 brumaire et du 6 prairial an VII portant que le timbre proportionnel ne s'applique qu'aux billets, obligations, effets négociables ou non négociables. La règle est donc le timbre de dimension ; le timbre proportionnel n'est que l'exception, exception paraissant d'ailleurs difficilement conciliable avec le caractère qu'a l'impôt du timbre d'être un impôt de consommation.

La loi de 1850 avait respecté ce principe et l'avait même affirmé à nouveau.

En effet, en vertu de cette loi qui ne faisait à cet égard que rappeler les lois antérieures, ce qui était dû, c'était le droit de timbre de dimension au comptant. L'abonnement n'était qu'une faculté offerte mais dont elle pouvait ne pas user. Il y avait là en quelque sorte une obligation « facultative » : la dette avait pour objet le timbre de dimension au comp-

tant, l'abonnement proportionnel constituait simplement une *facultas salutionis*.

La loi de 1884 au contraire établit franchement et complètement une exception importante au principe posé par les lois de brumaire et de prairial an VII. On peut se demander si elle était nécessaire ; l'affirmative n'est rien moins que douteuse, d'autant qu'elle constitue une gêne de plus au développement si utile au point de vue social, des Compagnies d'assurances, surtout mutuelles.

La loi de 1884 a établi pour cet abonnement un tarif nouveau : 0.04 pour 1,000 pour les primes fixes et 0.03 pour 1,000 pour les mutuelles. Ce quantum ne laissa pas que de susciter de nombreuses réclamations ; on faisait valoir que la différence de traitement entre les primes fixes et les mutuelles n'était pas justifiée, et qu'elle constituait pour ces dernières un régime de faveur au détriment des premières.

Il ne nous semble pas que ces protestations fussent fondées : On pouvait en effet répondre d'abord que le législateur aurait pu, peut-être même qu'il aurait dû, favoriser le développement des assurances mutuelles ; et d'ailleurs, si on en réfère aux statistiques, si on consulte les chiffres, on s'aperçoit que l'affirmation produite ne repose sur aucun fondement sérieux.

En effet, malgré ce dégrèvement apparent, les mutuelles se trouvent plus imposées que les Compa-

guies à primes fixes ; cette observation n'était d'ailleurs pas passée inaperçue ; elle avait été faite à la Chambre au cours de la discussion de la loi : un député, M. Wilson, avait pris comme exemple pour les comparer deux Compagnies à primes fixes et deux Compagnies mutuelles.

Les assurances mutuelles en question assuraient une somme de 11,100,000,000 et encaissaient 2,140,000 francs.

Les primes fixes assuraient 24,524,000,000 de francs et encaissaient 21,906,000 francs.

Or 0.03 pour 1,000 sur 11,100,000,000 de francs produisaient 333,000 francs.

Et 0.04 pour 1,000 sur 24,524,000,000 de francs produisaient 950,960 francs.

D'où cette conclusion que pour un même risque les mutuelles payent 15 1/2 pour 1,000 de la prime et les Compagnies à primes fixes 4 1/2 pour 1,000 seulement.

Malgré ces observations le texte cité plus haut fut adopté presque sans débat ; cette loi qui aurait eu besoin d'être plus mûrement réfléchie a été votée un peu à la hâte ; discutée à la Chambre le 20 décembre elle allait immédiatement au Sénat qui l'adoptait le 27, et le 30 décembre elle était promulguée.

Quoiqu'il en soit la loi de 1884 n'a pas été modifiée ; elle est toujours en vigueur et nous allons passer en revue maintenant les principales diffi-

cultés auxquelles son application a pu donner naissance (1).

§ 2. — *Caractère de l'abonnement.*

La première question que l'on doit examiner est celle du caractère de l'abonnement.

Cet abonnement facultatif en 1850 que l'on rend obligatoire en 1884 constitue-t-il une mesure de droit commun ou au contraire d'exception ?

On voit l'intérêt de la question : S'il constitue une mesure de droit commun il pourra être étendu même dans des cas non prévus expressément, si au contraire il doit être considéré comme étant une mesure d'exception on ne devra l'appliquer que dans les hypothèses limitativement déterminées par la loi. Et en fait cette question n'est pas sans importance : l'abonnement n'est établi d'une manière expresse que pour certaines Compagnies d'assurances notamment pour celles contre l'incendie. Est-ce que cet abonnement devra être restreint strictement à elles, ou pourra-t-on l'étendre par exemple à des Compagnies contre les risques de guerre ou contre les risques d'émeute

(1) Sur la loi de 1884 Cf. Débats parlementaires, Chambre des Députés, séance du 20 décembre 1884. Séance du 27 décembre 1884.

qui assurent contre l'incendie en même temps que contre les autres risques ?

On aperçoit aisément le côté théorique du problème. La solution en est assez facile, il s'agit de rechercher quel est le mode de droit commun, c'est-à-dire celui qui doit être employé quand la loi n'en décide pas autrement. Pour cela nous devons nous reporter à la nature du droit du timbre. L'impôt du timbre est, on le sait, un impôt de consommation, par conséquent dû seulement lorsqu'il est fait usage de papier. C'est donc le droit au comptant qui est le mode normal de paiement et par suite l'abonnement qui constitue la forme exceptionnelle ; cet abonnement ne doit donc être appliqué que dans les cas limitativement désignés par un texte.

La conclusion s'imposant alors est que seules les Compagnies spécialement autorisées par le législateur peuvent s'abonner, les autres telles que les Compagnies contre les risques de guerre ou contre l'émeute devant, dans le silence de la loi, acquitter au comptant l'impôt de timbre mis à leur charge.

§ 3. — *Actes couverts par l'abonnement.*

Après avoir déterminé la nature de l'abonnement il est logique de se demander quels actes sont cou-

verts par lui, et par conséquent n'ont pas à être timbrés au comptant.

L'abonnement au timbre a pour effet de dispenser les Compagnies d'assurances de rédiger leurs contrats sur du papier timbré. Moyennant une taxe annuelle de 0 fr. 03 ou de 0 fr. 04 pour 1.000 du total des sommes assurées (suivant qu'il s'agit d'une assurance mutuelle ou d'une assurance à primes fixes) les actes nécessaires à la Compagnie dans des rapports avec l'assuré sont visés pour timbre gratis.

Mais quelle est la sphère d'application de cette dispense ? Dans les Compagnies en effet les polices ne sont pas les seuls actes passés. On rédige des avenants pour modifier des contrats en cours, des procès-verbaux d'estimation pour déterminer la valeur des objets soumis à l'assurance, des nominations d'experts pour le règlement des sinistres, des procès-verbaux d'estimation de dégâts, des plans de risques pour être annexés aux contrats, on délivre des duplicata de polices, d'avenants, etc..... Tous ces écrits sont ils soumis au timbre au comptant ou bénéficient ils de l'exception conférée par la loi de 1884.

La question est délicate et ne se pose d'ailleurs pas de la même façon pour les différents actes que la Compagnie peut se trouver être amenée à rédiger, la solution dépendra de la nature de chacun d'eux.

Nous ne pouvons les examiner tous ; nous nous bornerons ici à envisager successivement ceux employés le plus souvent et le plus normalement.

Sur cette matière l'administration de l'Enregistrement a formulé une solution (Sol. Enreg., 8 mai 1866), en vertu de laquelle pour être couvert par l'abonnement l'acte doit :

1° Être passé entre l'assureur et l'assuré.

2° Avoir pour objet la formation, la modification ou la résiliation amiable d'un contrat d'assurance.

Il y a d'abord certains actes au sujet desquels n'est soulevé aucune contestation, l'administration de l'Enregistrement elle-même la considère comme bénéficiant de la dispense du timbre au comptant ce sont :

a) Le contrat d'assurance.

b) La proposition d'assurance, projet soumis au futur assuré.

c) Le procès verbal d'estimation et le plan des biens à assurer, ceci se conçoit facilement, ces actes sont indispensables à la conclusion même du contrat.

d) Les avenants de prolongation, d'augmentation, de diminution, de changement de domicile, de nouveau propriétaire.

Au contraire restent soumis au timbre au comptant :

a) Les avenants de réduction se rapportant à des

polices antérieures au 1^{er} janvier 1885 date de la mise en vigueur de la loi du 29 décembre 1884.

b) Les nominations d'experts pour évaluation de dommages. Il est logique que ces actes restent soumis au timbre au comptant car il ne sont, en principe du moins, nullement indispensables.

c) Les bordereaux dressés par les Compagnies fixant les primes à percevoir. (Cass., 23 juillet 1877, D. 77, 1, 110) et (Cass., 25 août 1880, D. 81, 1, 86) et Inst. Enreg. : 2641 § 3.)

Enfin il y a certains actes à propos desquels on peut douter.

a) Les procès-verbaux d'incendie après sinistre. Bien que l'administration n'ait pas l'habitude de considérer ces procès-verbaux comme bénéficiant de la dispense de timbre il semble cependant qu'à se référer à l'esprit de la loi il y aurait lieu d'admettre une toute autre solution, car ces actes sont nécessaires en fait pour une constatation officielle du sinistre, constatation indispensable pour permettre à la Compagnie d'exécuter le contrat souscrit et payer la somme due.

b) Pour un motif analogue nous serions disposés à dispenser du timbre au comptant les quittances tant de primes que d'indemnité, les unes et les autres intervenant nécessairement en cas d'assurance, mais l'administration se refuse à partager cette manière de voir.

c) Signalons enfin la discussion survenue au sujet des copies ou duplicata et des doubles. Les articles 38 et 40 de la loi de 1850 sont le siège de la controverse ; quoiqu'il s'agisse d'un cas particulier il sera facile de généraliser la solution.

D'après l'article 38 en effet. « Les Sociétés, Compagnies ou assureurs qui, après avoir contracté un abonnement, voudraient y renoncer, seront tenus de payer un droit de 0 fr. 35 par chaque police en cours d'exécution quels que soient la dimension du papier et le nombre de doubles.

Si par doubles on entend des copies quelconques faites et délivrées au fur et à mesure des besoins l'abonnement les couvre et il est inutile de les rédiger sur papier timbré. Mais si l'on prend le mot double au sens de l'article 1325 du Code civil c'est-à-dire pour désigner les originaux eux-mêmes, alors les copies de ces pièces sont soumises au droit ordinaire de timbre d'après leurs dimensions.

Or il est impossible d'admettre que la loi ait voulu désigner des duplicata par le mot doubles, cela résulte de la combinaison de ce texte avec celui de l'article 1325 du Code civil autorisant la délivrance d'autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

Le rapprochement de ces deux textes montre que « double » équivaut ici à original, l'article 38 a donc entendu dire que le droit à percevoir est indépendant

du nombre des originaux délivrés dans ces conditions, mais par contre que toute copie ou tout duplicata (les termes sont synonymes) de police doit être rédigé sur timbre qu'il eut été délivré ultérieurement ou même simultanément.

Cette controverse a provoqué une intéressante décision de la cour suprême, à l'occasion de polices non timbrées trouvées annexées à un acte notarié.

La Compagnie poursuivie, qui était abonnée, soutint que toute copie de police était dispensée du droit de timbre au comptant par application de l'article 38 de la loi du 5 juin 1850. Cette prétention n'était pas à notre avis admissible, étant donnés les termes employés par cette loi et nous sommes obligés de considérer comme très juridiquement motivé le jugement du tribunal d'Amiens du 10 décembre 1875 et l'arrêt rendu par la cour de cassation le 8 novembre 1876 dans les termes suivants :

La cour : Sur le moyen unique pris de la violation des articles 33, 37, 38 de la loi du 5 juin 1850 et de la fausse application de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII ; attendu que l'abonnement que la loi du 5 juin 1850 donne aux Compagnies d'assurances la faculté de contracter, n'a pour effet, aux termes de l'article 37, que de les affranchir des obligations à elles imposées par l'article 33, obligations qui consistent à rédiger sur papier d'un timbre de dimension tout contrat d'assurance ou convention y

relative ; que la taxe d'abonnement n'a été ainsi établie et calculée que pour tenir lieu du droit de timbre afférent au contrat même d'assurance et aux originaux de ce contrat, qu'elle ne saurait par suite s'étendre et s'appliquer aux copies ou duplicata de ces actes délivrés ultérieurement et qui, dans le silence de la loi, ont continué à être soumis comme ils l'étaient auparavant au timbre de dimension par application de la loi du 13 brumaire an VII. Que si les articles 38 et 40 dans les cas qu'ils prévoient disposent qu'il ne sera dû qu'un droit de 0 fr. 35 pour chaque police quels que soient la dimension du papier et le nombre des doubles, cette dernière expression a été employée dans le sens de l'article 1325 du Code civil pour indiquer les originaux mêmes des contrats formant titres pour les parties, c'est-à-dire les actes dont il est question dans l'article 33 et non les copies ou duplicata délivrés plus tard et signés par un agent de la Compagnie. (D. 77, 1, 167.) La jurisprudence était désormais fixée.

§ 4. — *Polices signées à l'étranger et visées en France.*

Une question assez pratique et d'un intérêt juridique appréciable se pose au sujet d'une police

signée à l'étranger par une Compagnie française pour des risques étrangers et revêtue seulement en France de la mention « Vu et admis pour prendre effet le » avec la signature du directeur et d'un administrateur. Ces polices sont-elles soumises au droit de timbre au comptant ? ont-elles à supporter la taxe d'abonnement ? ou ne doivent-elles pas plutôt être affranchies de l'une et de l'autre de ces taxes ?

Les Compagnies françaises opérant à l'étranger y ont généralement un représentant muni de pouvoir plus ou moins étendus : Il est en particulier chargé d'entamer les négociations préliminaires à la réalisation des affaires et une fois la police rédigée, il la fait parvenir au siège social pour être signée de la direction.

Or on sait qu'en vertu de la loi du 30 décembre 1876 le droit de timbre perçu par abonnement n'est pas dû sur les contrats d'assurance passés en pays étranger et ayant pour objet des risques étrangers.

Doit-on étendre cette loi au cas particulier qui nous occupe ? faut-il considérer la police en question comme signée en France et par conséquent soumise au droit de timbre (et dans ce cas cette police est-elle soumise au timbre au comptant, en vertu de la loi de 1850 ou à la taxe d'abonnement en vertu de la loi de 1884), ou bien au contraire doit-elle être considérée comme signée à l'étranger ce qui aurait comme conséquence de l'affranchir de tout droit de timbre ?

Au premier abord on serait tenté de pencher vers la première solution puisqu'en somme le contrat n'est parfait que lorsqu'il a été signé par la Compagnie et que cette formalité a lieu en France. Cette solution pourrait au surplus faire valoir en sa faveur que l'impôt du timbre est un impôt de consommation établi en France et dû en France par quiconque consomme ou est obligé de consommer l'objet imposé. Or, est-ce que dans l'hypothèse actuelle, l'objet, c'est-à-dire ici, la police n'est pas « consommée » en France par suite du visa qui y est apposé. Cette argumentation qui n'est pas sans valeur, avait même été admise par un jugement du tribunal de la Seine, du 21 juillet 1896. Cependant il ne nous paraît pas qu'elle fut juridiquement admissible. En effet, la police passée à l'étranger pour un risque étranger et revêtue en France d'un simple visa donne naissance à un véritable contrat entre l'assuré et le mandataire de la Compagnie sauf ratification de celle-ci, et la mention apposée en France par le directeur et un administrateur produit justement cette ratification. Or on sait que la ratification ne crée pas de lien de droit, mais ne fait que rendre son existence définitive, le lien de droit ayant été précisément créé par le mandataire. Cette ratification constitue une condition et lorsqu'elle se réalise, elle rétroagit comme toute condition au jour de la formation du contrat (Cf C. civ. art. 1179). En d'autres termes, le con-

trat a été conclu à l'étranger, la police est censée y avoir été intégralement signée et par suite le droit de timbre n'est pas dû. Il y a lieu d'appliquer purement et simplement la loi du 30 décembre 1876. C'est à cette dernière solution libérale et équitable que s'est arrêtée la cour de cassation à qui avait été déférée la décision du tribunal de la Seine du 31 juillet. (Cf Cass., 23 déc. 1902. S. 1904, 1, 244).

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire d'invoquer la rétroactivité pour aboutir à cette solution il suffit de se reporter à la nature de l'impôt de timbre. C'est on l'a vu un impôt de consommation et par suite exigible au moment de la rédaction de l'acte; donc un acte rédigé en France et visé à l'étranger serait soumis au timbre, mais en sens inverse s'il s'agit d'un acte rédigé à l'étranger et ratifié en France, le principe de la territorialité de l'impôt s'oppose à ce que l'on puisse réclamer un droit exigible au moment de la confection d'un acte hors du pays où ce droit est établi. Nous arrivons donc ainsi à la même conclusion que précédemment. Remarquons toutefois que cette loi n'avait pas de sanction; en cas de contravention l'administration de l'Enregistrement ne pouvait que réclamer le montant du droit de timbre qui n'avait pas été acquitté.

§ 5. — *Polices annulées ou arrivées à leur terme.*

Un autre problème qui a fait longuement hésiter la jurisprudence est celui posé par le cas des polices annulées ou arrivées à leur terme.

Sous l'empire de la loi de 1850 en vertu de l'article 37 de cette loi, on avait décidé que l'abonnement s'appliquait à tous les actes ayant procuré une perception quelconque pendant l'année servant de base à la liquidation.

Lorsque par exemple des polices étaient arrivées à expiration ou bien avaient été annulées ou résiliées pendant le cours d'un exercice budgétaire, elles devaient néanmoins être comprises dans le calcul de la taxe pour cet exercice.

L'abonnement devait porter sur les polices ou contrats en cours d'exécution ; on aperçoit tout de suite combien cette solution était contraire à l'équité ; cependant elle avait été confirmée par une circulaire du ministre des Finances en date du 19 août 1850 qui, après avoir indiqué que l'abonnement doit se calculer sur le chiffre total des opérations de l'année précédente ajoutait : « La loi ne distingue pas et ne détermine pas le temps pendant lequel la police devra être exécutoire durant l'année de

l'opération pour que la taxe d'abonnement soit exigible. »

Donc une police exécutoire pendant trois mois donnait lieu à la perception du même droit que si elle l'avait été pendant l'année entière.

Et la cour de cassation, parfois rigoureuse, avait adopté la même solution. (Cass., 2 août 1853. S. 54, 1, 246. Cf aussi Instr. Eureg., 1986, § 13.)

Après le vote de la loi de 1884, la discussion reprit ; allait-on adopter la même interprétation rigoureuse que pour la loi de 1850 ?

Il semblait bien qu'on eût dû normalement opter pour la solution contraire. L'article 8, en effet, de la loi de 1884, en fixant le montant de la taxe d'abonnement renvoie, pour le mode de perception de ce droit, au décret d'administration publique du 25 novembre 1871 ; or ce décret entend subordonner le paiement du droit à l'encaissement d'une prime. C'est ce qui ressort de l'article 5 ainsi conçu :

« La taxe fixée par l'article 6 de la loi du 23 août
« 1871 pour les assurances contre l'incendie est
« établie sur l'intégralité des primes, cotisations ou
« contributions constatées dans les écritures des
« Compagnies, Sociétés et assureurs. »

Toutefois, sont déduites pour le calcul de la taxe :

.

« 3° Les primes, cotisations ou contri-
« butions que les Sociétés, Compagnies ou assureurs

« justifieraient n'avoir pas recouvrées par suite de
« la résiliation ou de l'annulation des contrats. »

Comme on l'a fait très justement remarquer :
« Du moment que le législateur prenait ainsi pour
instrument de sa volonté un règlement ne visant
que les primes, il reconnaissait donc implicitement
que l'impôt dont il voulait réglementer l'application
ne devait être applicable qu'autant que le capital
assuré aurait donné lieu, dans l'année imposable,
à une perception de primes » (Cf note sous Cass.,
26 mai 1903. D. 1903, 1, 449) (1).

(1) Cass., 26 mai 1903. D. 1903, 1, 449. Vu les articles 8, § 1 et 6 de la loi du 29 décembre 1884 et 5, n° 3 du décret réglementaire du 25 novembre 1871; — Attendu que l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884, en rendant obligatoire pour les Sociétés, Compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre l'incendie et sur la vie, l'abonnement au timbre établi par l'article 37 de la loi du 5 juin 1850, stipule que la perception de cette taxe « aura lieu dans les délais et suivant les formes déterminées par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du règlement d'administration publique du 25 novembre 1871 »; — Attendu que l'article 5 de ce règlement prescrit, pour le calcul de la taxe d'enregistrement édictée par l'article 6 de la loi du 23 août 1871 sur les assurances contre l'incendie, la déduction « des primes, cotisations ou contributions que les Sociétés, Compagnies ou assureurs justifieraient n'avoir pas recouvrées par suite de la résiliation ou de l'annulation des contrats »; — Attendu que la référence de l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884 au règlement précité révèle clairement la pensée du législateur et sa volonté d'étendre au droit de timbre d'abonnement, bien qu'il se calcule non sur les primes, mais sur la totalité des sommes assurées, les règles de perception de la susdite taxe d'enregistrement; — Qu'en conséquence, la taxe d'abonnement au timbre n'est due que d'après la durée exacte

Ce raisonnement est, à n'en pas douter, d'une rigoureuse logique, et d'autant plus aisément admissible, que le système contraire, prôné par l'administration de l'Enregistrement dans sa fiscalité excessive, était d'une iniquité choquante.

Et cependant, il y a eu plusieurs décisions de justice pour admettre que la taxe d'abonnement pouvait être assise sur toute police ayant procuré à un moment quelconque de l'année la perception d'une prime, sans qu'il y ait à examiner la question de savoir si pendant l'année imposable la police a pris fin pour une raison quelconque; par exemple, par l'expiration du terme convenu, ou encore par suite d'une annulation ou d'une résiliation. (Cf Bourg, 29 juin 1893. R. E., 535. Seine, 4 décembre 1897. R. E., 1630. Marseille, 31 juin 1902,

du contrat d'assurance et n'est pas exigible sur une police, qui, ayant pris fin au cours de l'exercice imposable, n'a pas donné lieu au paiement d'une prime durant cet exercice; — Attendu, en fait, que l'administration de l'Enregistrement a signifié le 8 juin 1893, à la *Compagnie* *** contre l'incendie, une contrainte pour le paiement de la somme de 621,302 fr. 72 montant des droits complémentaires applicables aux sommes déduites par la Compagnie, pendant la période écoulée de 1885 à 1893, sur les capitaux assurés par les polices, qui avaient pris fin au cours de l'année imposable sans avoir donné lieu au versement d'une prime durant cette année; — Attendu qu'en validant la contrainte décernée pour le recouvrement desdits droits complémentaires, le jugement attaqué a violé les articles ci-dessus visés; — Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le deuxième moyen; — Casse et renvoie devant le tribunal civil de Versailles.

Journ. Enreg., 25, 337 ; Cf aussi *Journ. Enreg.* 3134, § 2.)

Notons encore ici qu'il est généralement admis qu'une police souscrite pour une durée même inférieure à un an donne lieu à la taxe pour l'année entière. Cette solution nous semble d'ailleurs peu en harmonie avec celle que nous venons de voir pour le cas des polices annulées ou arrivées à leur terme. La question présente, du reste, trop peu d'intérêt pratique pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter davantage.

DEUXIÈME PARTIE



ENREGISTREMENT

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

On sait que l'enregistrement consiste dans la transcription soit littérale, soit plus généralement partielle d'un acte, ou dans la mention d'une mutation de droit sur des registres tenus par l'administration.

Cette définition nous indique qu'en cette matière il y a deux sortes de droits : ceux d'actes et ceux de mutations ; les premiers frappent l'acte même, les seconds étant dûs en cas de mutations entre vifs ou à cause de mort et même si elles ne sont pas constatées par un acte écrit.

Le droit d'enregistrement que le législateur a établi en cas d'assurance contre l'incendie rentre évidemment dans la première de ces deux catégories.

Cette formalité a deux effets principaux, l'un étant en quelque sorte la contre-partie de l'autre ; d'une part elle confère à l'acte qui en est l'objet le privilège d'avoir désormais date certaine, c'est au point de vue juridique l'effet le plus important ; mais cet

avantage n'est pas procuré gratuitement par l'État qui se fait payer « la protection spéciale qu'il accorde ainsi à la propriété naturelle et civile dans les transmissions ». Loin de nous la pensée de contester la légitimité de cette rémunération, d'autant plus que l'assistance sociale, qui est la principale raison d'être de l'État, a des effets singulièrement importants surtout en ce qui concerne les assurances comme devait le faire justement remarquer le rapporteur de la loi du 23 août 1871.

Cependant il nous sera permis de penser que pour ne pas encourir de critique théorique, le législateur n'aurait pas dû imposer de délai pour l'enregistrement. Qu'on paye le service rendu par l'État, rien de plus naturel, mais pourquoi forcer le particulier à avoir recours à ce service ? Peut-être aussi aurons-nous au cours de cette étude l'occasion de critiquer le taux auquel on s'est arrêté pour la fixation de cette rémunération.

Ainsi les assurances contre l'incendie soumises à un droit de timbre devaient normalement l'être à un droit d'enregistrement et nous voyons à la veille du XIX^e siècle que la loi, organique en la matière, du 22 frimaire an VII, encore en vigueur dans ses lignes essentielles frappe les contrats d'assurances d'un droit de 0 fr. 50 pour 100. C'est ce qui résulte d'un des paragraphes de l'article 69 ainsi conçu :

« Les actes et mutations compris sous cet article

« seront enregistrés et les droits payés suivant les
« quotités ci-après, savoir :

« § 2. — 0 fr. 50 pour 100 francs.

« 2° Les actes et contrats d'assurances.

« Le droit est dû sur la valeur de la prime.

« En temps de guerre il n'y a lieu qu'au demi
« droit. »

Nous voyons donc, d'après ces articles, que l'enregistrement d'un contrat d'assurance était obtenu moyennant le paiement d'un droit de 0 fr. 50 pour 100 sur le montant de la prime perçue par la Compagnie en temps de paix et qu'en temps de guerre cette taxe était abaissée à 0 fr. 25.

Pourquoi cette réduction ? Elle s'explique facilement. On peut en donner deux raisons principales :

La première provient de la rareté du numéraire pendant les périodes de troubles, de guerre et de révolution, rareté provenant surtout de la dépréciation du papier monnaie dont la valeur ne repose que sur le crédit des États, forcément diminué pendant les moments d'agitation.

C'est la conséquence de la loi économique bien connue, dite loi de Gresham, qui veut que lorsque dans un pays il existe deux monnaies ayant cours légal, la mauvaise chasse la bonne, et il y a là une situation de fait dont le législateur avait le devoir de tenir compte.

De plus, pendant les guerres, la réalisation des

risques étant plus fréquente, détermine les particuliers à s'assurer en plus grand nombre et l'impôt, quoique diminué dans son taux, a cependant le même rendement.

Le droit fixé par l'article 69 de la loi de frimaire an VII ne devait pas tarder à être augmenté. En 1816, en effet, paraît une seconde loi ; la qualifier de nouvelle serait peut-être excessif, car elle ne fait que reproduire les termes de la première, se contentant de doubler le droit primitivement perçu.

Cette majoration vraiment énorme était d'autant plus critiquable qu'elle était réalisée à une époque où les assurances, surtout terrestres, étant à leur début auraient mérité de la part du législateur une attention et une protection particulières. Mais les nécessités budgétaires ont malheureusement toujours primé les considérations de justice et de protection sociale.

La loi du 28 avril 1816 est ainsi conçue :

« ART. 51. — Seront assujettis au droit de
« 1 franc par 100 francs.

« 2° Les actes et contrats d'assurances. Le
« droit sera perçu sur la valeur de la prime. En temps
« de guerre il n'y a lieu qu'au demi-droit. »

Cette législation fut pendant de longues années la seule en vigueur. Il faut bien reconnaître que le produit de l'impôt établi était des plus faibles. La raison en est que la loi ne fixant aucun délai pour l'enregis-

trement du contrat d'assurance, cette formalité devenait en réalité facultative, sauf lorsqu'il y avait lieu de produire le contrat en justice ; en fait le nombre de ces cas était évidemment très faible par rapport au nombre de contrats souscrits, et, d'autre part, les cas d'enregistrement pour donner simplement date certaine aux actes, étaient encore plus restreints.

Nous devons ajouter que, malgré la généralité des termes, tant de l'article 69 § 2, n° 2 de la loi de frimaire an VII, que de l'article 51 de la loi du 28 avril 1816, nombre d'auteurs soutenaient que le droit établi ne pouvait s'appliquer qu'aux assurances maritimes les seules connues et pratiquées en France à cette époque, les premières Sociétés d'assurances contre l'incendie datant de 1817. Le législateur ne pouvait, disait-on, avoir eu en vue une institution qui n'existait pas encore ; implicitement il n'avait pu viser que les assurances maritimes de même que le rédacteur du Code civil de 1804, ainsi que cela résulte évidemment du texte même de l'article 1964 (1).

Assurément cette argumentation n'était pas sans valeur, il semble probable en effet que le législateur

(1) Article 1964. — Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain. Tels sont le contrat d'assurance, le prêt à grosse aventure, le jeu et le pari, le contrat de rente viagère. Les deux premiers sont régis par les lois maritimes.

de l'an VII, comme celui du Code civil, comme celui de 1816, n'avait eu en vue que les assurances maritimes. Mais s'il est légitime, s'il est nécessaire même de rechercher l'esprit de la loi quand on est en présence d'un texte confus ou imprécis, cette recherche n'a pas à être faite lorsque ce texte est net et clair ; or c'était bien le cas de la disposition envisagée. L'article 51 de la loi de 1816 ne laissait place à aucun doute et le juge se trouvait lié par un texte qui dans sa généralité englobait aussi bien les assurances terrestres et principalement les assurances contre l'incendie, que les assurances maritimes ; de plus, le législateur n'ayant point à cet égard indiqué son intention, avait peut-être même pensé aux assurances contre l'incendie encore inconnues, il est vrai, en France, mais déjà pratiquées à l'étranger et notamment en Angleterre.

Ainsi donc, à notre avis, les assurances même terrestres et contre l'incendie devaient supporter la taxe d'enregistrement. Rappelons cependant que cette discussion qui pouvait avoir un certain intérêt au point de vue théorique n'en avait que fort peu au point de vue pratique, étant donné qu'aucun délai n'était imposé pour l'enregistrement des contrats d'assurance, ce qui, nous l'avons déjà observé, rendait cette formalité facultative.

Tel fut cependant jusqu'en 1871, c'est-à-dire pendant plus d'un demi-siècle, l'état du droit en notre

matière, et l'on s'explique difficilement cette absence de taxation nouvelle d'enregistrement pendant une période qui a été celle d'un très grand développement des Sociétés d'assurances.

A la vérité, de 1816 à 1871, le législateur s'était bien occupé des assurances au point de vue fiscal ; nous avons eu occasion de voir que par la loi du 5 juin 1850 des dispositions nouvelles avaient été édictées en matière de timbre, mais cette loi était spéciale au timbre et ne contenait aucune clause relative au droit d'enregistrement.

CHAPITRE II

LOI DU 23 AOÛT 1871

Après les désastres de la guerre franco-allemande, qui eurent nécessairement leur répercussion sur le budget, le gouvernement, pour se créer de nouvelles ressources, soumit à l'Assemblée nationale un projet d'augmentation d'impôt, dont un chapitre se trouvait consacré aux assurances.

Le contrat d'assurances, disait le rapporteur, est peut-être de tous les contrats celui qui profite le plus des dépenses que l'État s'impose pour la conservation de la propriété, la protection de la vie humaine, l'amélioration des ports et passes maritimes.

En outre, ce contrat crée, entre les parties qui le forment, des droits et des obligations réciproques pour lesquels chacune d'elles vient fréquemment demander appui et protection aux diverses branches de l'autorité publique.

Cependant ce contrat n'a été soumis à aucune taxe obligatoire, si ce n'est à celle du timbre à laquelle sont

assujetties d'ailleurs toutes les conventions qui doivent être rédigées par écrit.

Comme conclusion, il proposait une taxe fixée de la manière suivante :

8 pour 100 sur les primes dans les Compagnies à primes fixes :

0 fr. 05 pour 1,000 sur les capitaux dans les mutuelles.

Pourquoi cette différence ?

L'examen de la constitution des mutuelles donne la réponse. Il était impossible de taxer de la même façon ces deux sortes de Compagnies. Dans les mutuelles en effet, la prime représente en théorie la quote-part de chaque sociétaire dans les sinistres ayant frappés ses co-assureurs ; s'il n'y a aucun sinistre il n'y a aucune prime à payer ; par contre, si leur nombre est considérable, la prime s'élève d'autant ; on arrive donc à cette conclusion qu'en prenant pour base du droit la prime, on aurait dans les mutuelles soumis à la taxe le montant des sinistres.

Les Compagnies à primes fixes s'émurent de cette situation et demandèrent :

1° L'égalité de traitement pour les mutuelles et les primes fixes.

2° L'établissement de la base de l'impôt sur le capital garanti, et non sur la prime.

3° L'exonération des contrats de réassurances.

Les Compagnies voulaient donc une égalité de

traitement, et en outre que l'impôt portât, non sur la prime, mais sur le capital assuré.

Cette réclamation était la conséquence de ce fait que pour un même risque, les primes des Compagnies étant plus élevées que celles des mutuelles, l'impôt sur la prime aurait frappé plus lourdement les premières. Le but poursuivi, c'est-à-dire l'égalité de traitement, ne pouvait être atteint que par l'établissement de l'impôt sur les capitaux assurés, quantités invariables, quelle que soit la Compagnie qui les garantisse.

A l'appui de leur thèse les Compagnies prenaient l'exemple d'une assurance consentie pour une somme de 100,000 francs au taux de 12 francs pour 1,000, c'est-à-dire moyennant 1,200 francs de prime annuelle. Elles montraient que dans une Compagnie à prime l'impôt de 8 pour 100 sur la prime produisait 96 francs. Dans une mutuelle l'impôt de 0 fr 05 pour 1,000 francs de capital produisait 5 francs. De sorte qu'un même risque aurait eu à payer 5 ou 96 francs d'impôt suivant la Compagnie à laquelle il aurait été assuré, résultat évidemment inadmissible.

La commission étudia ces desiderata et ayant même repris les exemples précédents proposa le texte suivant adopté le 23 août 1871 :

Loi du 23 août 1871. — « ART. 6. — Tout contrat d'assurance maritime ou contre l'incendie
« ainsi que toute convention postérieure contenant

« prolongation de l'assurance, augmentation dans la
« prime, ou le capital assuré, désignation d'une
« somme en risque ou d'une prime à payer est sou-
« mis à une taxe obligatoire moyennant le paiement
« de laquelle la formalité de l'Enregistrement sera
« donnée gratis toutes les fois qu'elle sera requise.
« La taxe est fixée ainsi qu'il suit, savoir :

« 2° Pour les assurances contre l'incendie et
« annuellement à raison de 8 pour 100 du montant
« des primes ou en cas d'assurances mutuelles de
« 8 pour 100 des cotisations ou des contributions.

« La taxe sera perçue d'après les mêmes bases
« sur les contrats en cours, mais seulement pour le
« temps restant à courir et sauf recours par les assu-
« reurs contre les assurés. Les contrats de réassu-
« rance ne sont pas assujettis à la taxe, à moins que
« l'assurance primitive souscrite à l'étranger n'ait
« pas été soumise au droit.

Ayant ainsi prévu le cas, de beaucoup le plus fréquent, de risque français assuré par une Compagnie française, le législateur a envisagé le cas de contrats passés à l'étranger sur risques français.

C'est ce qui fait l'objet de l'article 8 ainsi conçu :

« Arr. 8. — Les contrats d'assurances passés à
« l'étranger pour des immeubles situés en France
« ou pour des objets ou valeurs appartenant à des
« français doivent être enregistrés avant toute pu-
« blicité ou usage en France à peine d'un droit

« en sus qui ne peut être inférieur à 50 francs.

« Le droit est fixé ainsi qu'il suit :

« Pour les assurances contre l'incendie à 8 francs
« par 100 francs du montant des primes multiplié
« par le nombre d'années pour lequel l'assurance a
« été contractée. »

Enfin l'article 9 est consacré aux contrats d'assurances passés même en France sur risques étrangers.

« ART. 9. — Les contrats d'assurances contre
« l'incendie passés en France pour des immeubles
« ou objets mobiliers situés à l'étranger ne sont pas
« assujettis au paiement de la taxe, mais il ne pourra
« en être fait aucun usage en France soit par acte
« public soit en justice ou devant toute autre auto-
« rité constituée sans qu'ils aient été préalablement
« enregistrés.

« Le droit sera perçu au taux fixé par l'article pré-
« cédent, mais seulement pour les années restant à
« courir (1). »

(1) La taxe votée était de 8 pour 100, mais par la loi du 23 août 1871 un double décime est ajouté : « Les dispositions de l'article 14 de la loi du 2 juillet 1862 relatives à la perception d'un second décime sur les droits et produits, dont le recouvrement est confié à l'administration de l'Enregistrement, sont remises en vigueur. La taxe de 8 pour 100 se trouvant donc augmenté de 1.60, c'est-à-dire portée à 9.60 pour 100. Enfin la loi du 30 décembre 1873, vint augmenter cet impôt de 5 pour 100. — Art. 2. — Il est ajouté aux impôts et produits de toute nature déjà soumis au décime par les lois en vigueur, 5 pour 100 du principal pour les impôts et produits dont le principal seul est déterminé par la loi

Les articles 8 et 9 envisagent donc, l'un le cas d'un contrat passé en France et garantissant des risques étrangers, et l'autre celui d'un contrat passé à l'étranger, mais garantissant des risques français.

Il faut remarquer la différence du traitement qui n'est pas le même dans ces deux hypothèses.

Tandis que pour un contrat passé à l'étranger garantissant un risque situé en France l'impôt, en cas d'usage en France, porte sur toute la durée du contrat, au contraire lorsqu'il s'agit d'un contrat passé en France pour un risque étranger le droit n'est perçu que pour les années restant à courir.

Le législateur semble avoir établi cette différence de traitement comme encouragement donné à ceux qui assurent en France leurs immeubles étrangers, c'est une sorte de prime à l'importation des risques, si l'on peut s'exprimer ainsi, tandis qu'il veut imposer plus durement ceux qui ont été à l'étranger chercher des garanties qu'ils auraient pu facilement trouver dans leur propre pays.

L'application de la loi eût été impossible dans le décret d'administration publique, qu'elle annonçait du reste et dont nous étudierons les articles dans les différents chapitres de ce travail.

ainsi que pour les amendes et condamnations judiciaires. — 5 pour 100 sur 8 donnent 40 si on y ajoute 9.60 on trouve 40. La taxe de 8 pour 100 se trouve donc en réalité être de 10 pour 100.

§ 1^{er}. — *Assiette de la taxe.*

La première question que soulève normalement l'application de la législation, dont nous venons d'indiquer les termes, est celle de savoir sur quoi doit porter cette taxe d'Enregistrement de 10 pour 100 établie en 1871.

Elle est perçue d'après le décret réglementaire du 25 novembre 1871 « sur l'intégralité des primes, cotisations ou contributions constatées dans les écritures des Compagnies, Sociétés ou assureurs » ; et alors il est tout naturel de se demander ce qu'est une prime comme aussi ce qu'on doit entendre par cotisation et par contribution.

La prime n'est autre chose que le prix de l'assurance, c'est la contre-partie de l'engagement contracté par la Compagnie de garantir l'assuré du risque ayant fait l'objet du contrat.

Voici comment s'exprime à cet égard un arrêt de cassation du 29 décembre 1875. (D. 76, 4, 110.)

Des termes mêmes de l'article 332 du Code de commerce, il ressort que la prime n'est pas autre chose que le prix ou le coût de l'assurance ; par conséquent, elle comprend toutes les sommes payées par l'assuré en échange de la garantie qui lui est donnée sans aucune distinction entre les portions de ces sommes repré-

sentant plus spécialement les risques assurés par les Compagnies d'assurance et la portion des mêmes sommes destinées à indemniser les Compagnies de ses frais d'administration. »

Cette distinction, repoussée par la cour suprême, aurait pu être admise, car il nous semble assez difficile de soutenir que la portion des sommes payées, destinée à indemniser la Compagnie de ses frais d'administration, puisse être considérée comme constituant la prime, même en partie.

Quant aux cotisations ou contributions, elles représentent, dans les assurances mutuelles, tout ce qui est payé pour les frais nécessités par leurs opérations. Dans ces Sociétés, en effet, ce qui correspond à la prime c'est l'engagement pris par tout adhérent d'acquitter une quote-part des charges communes ; cela constitue pour chaque associé le prix de l'assurance contractée. (*Journ. Enreg.*, n° 26327. Sol., 24 décembre 1900.)

Une question s'est posée de savoir si la prime pouvait être fournie en autre chose qu'en espèces.

Dans la très grande généralité des cas, la prime est payée en argent ; il y a une raison d'utilité pratique si évidente que nous ne supposons pas nécessaire d'insister, mais quand nous disons que la prime est le coût, le prix de l'assurance, il ne s'ensuit pas comme conséquence forcée qu'elle doive être payée en monnaie. Et de fait, on admet très généralement, et

avec raison, selon nous, qu'il est possible théoriquement que la prime soit fournie « en un équivalent, « en d'autres valeurs, par exemple en marchandises, ou même en services appréciables. » Toute la difficulté consistera alors dans l'évaluation soit des marchandises, soit des services, mais elle sera simplement d'ordre pratique et non théorique. (Cf Lyon-Caen : *Dr. Commercial*, t. VII, p. 1172. Pardessus, n° 591. Rivière : *Rép. écrites sur C. Com.*, p. 540. Bravard, p. 467.)

« En matière d'assurance maritime en particulier, « moyennant une diminution du prix du fret, l'affrèteur consent souvent à se rendre assureur du navire. Cette réduction constitue la prime pour l'affrèteur. »

L'administration de l'Enregistrement dans une de ses instructions a fait remarquer qu'il n'était pas nécessaire que la prime soit liquide pour rendre la taxe exigible, la loi ne le spécifiant pas, au contraire « en matière de marchés le droit d'enregistrement « est liquidé non seulement sur le prix principal, « mais encore sur tous les avantages accessoires « promis à l'entrepreneur et réalisables en nature ou » en argent. »

De plus, la loi du 22 frimaire au VII, dans son article 14 dit expressément que la valeur passible du droit proportionnel doit-être déterminée pour les marchés et traités par le prix exprimé ou l'évalua-

tion qui sera faite des objets qui en seront susceptibles.

Cette décision de la loi de finances est d'autant plus importante qu'elle est la loi organique encore en vigueur au moins dans ses lignes essentielles, en matière d'enregistrement et, étant donnée la généralité des termes qu'elle emploie, on est en droit de conclure qu'une prime d'assurance fournie en autre chose qu'en argent serait néanmoins soumise au droit de 10 pour 100. Ce droit serait alors basé sur une évaluation faite conformément à ce même article 14.

Il a même été décidé que la prime pouvait sans inconvénient juridique être fixée à forfait. (Rouen, 8 juillet 1880, *Journ. Enreg.*, n° 21450.) D'après cette solution donnée par le tribunal de Rouen lorsque les livres d'une société mutuelle constatent l'existence de contrats concernant des assurances traitées à forfait, la taxe de 8 pour 100 doit être acquittée sur le montant de la prime fixe ainsi déterminée et non sur le montant de la cotisation que l'assuré aurait eu à supporter si le contrat avait été fait dans les conditions ordinaires de la mutualité.

La question que nous venons d'examiner offre un intérêt théorique bien plus que pratique ; cependant il suffit qu'une difficulté puisse se présenter pour qu'il soit légitime d'y consacrer quelques explications.

Une question importante relativement à l'assiette

de la taxe, est celle de savoir sur quelles bases devra être établie la taxe de 10 pour 100, sur le montant théorique de la prime ou sur la somme effectivement encaissée par la Compagnie.

La règle générale est que ce droit d'enregistrement doit être perçu sur le montant originaire de la dette, dette constatée par les écritures de la Société au 1^{er} janvier de l'exercice. Peu importe que les primes aient été payées, ou non, c'est sur leur total théorique que le calcul est établi, sauf à opérer les déductions dans les cas déterminés.

La loi ne se préoccupe pas davantage du mode de paiement et de la personnalité du débiteur de la dette, c'est-à-dire de la prime. Il importe donc peu que ce soit le débiteur lui-même (l'assuré) ou le débiteur constitué par le fonds de réserve, il n'y a pas de distinction à établir.

Dans un cas comme dans l'autre il y a eu paiement effectué, par deux débiteurs différents, il est vrai, mais qui ne rentrant pas dans les catégories des exceptions prévues par la loi, doit nécessairement être soumis à l'impôt.

Tels sont les principes que nous n'aurons qu'à appliquer dans les deux hypothèses spéciales suivantes :

1^o Les primes non recouvrées sont-elles passibles de la taxe ?

Pour résoudre cette question, il faut se reporter au

texte même de la loi du 23 août 1871 et au décret du 25 novembre de la même année.

Dans son article 5 il porte que la taxe dont il s'agit est établie « sur l'intégralité des primes cotisations « ou contributions constatées dans les écritures des « Compagnies, Sociétés ou assureurs. »

Cette règle générale posée, l'article indique ensuite les cas où il est permis de retrancher certaines sommes du total pris comme base de l'impôt.

« Sont déduites pour le calcul de la taxe les
« primes, cotisations ou contributions que les Com-
« pagnies, Sociétés ou assureurs justifieraient n'avoir
« pas recouvrées par suite de la résiliation ou de
« l'annulation des contrats. »

Par conséquent ce n'est pas sur le montant réel des encaissements effectués que doit être établie la taxe, mais sur le total théorique des primes à percevoir, sauf les exceptions limitativement déterminées par la loi.

Si donc une prime n'a pas été recouvrée, la Société d'assurances est tenue d'acquitter cependant sur son montant l'impôt de 10 pour 100 fixé par la loi du 23 août 1871 à moins qu'elle ne prouve que cette prime n'a pas été encaissée pour un des motifs déterminés par le décret du 25 novembre.

A la vérité cette solution nous semble très rigoureuse, mais les termes de la loi sont tels qu'il ne peut y avoir d'autre interprétation. Notre critique ne

s'adresse donc pas à la jurisprudence, mais au législateur lui-même (Cf Bordeaux, 4 juillet 1881. *Journ. Enreg.* n° 21681).

2° Primes détournées par des agents infidèles :

Il faut conclure de la même façon pour les primes détournées par des agents infidèles. L'État en effet, ne connaît comme débiteur que la Compagnie et n'a pas à se préoccuper des intermédiaires chargés du recouvrement, ce sont des mandataires et le mandant seul en est responsable : Comme on l'a fort bien dit. « La Compagnie ne peut qu'être déclarée responsable du fait des mandataires infidèles qu'elle s'est substitués dans l'accomplissement de l'obligation que la loi lui imposait. » De plus ce cas ne se trouve pas compris parmi ceux en vertu desquels le règlement du 25 novembre 1871 autorise à opérer des déductions. La question a été jugée dans ce sens par le tribunal de la Seine le 20 février 1875. (*Journ. Enreg.* n° 20739) et on ne peut qu'approuver sa décision.

Aux questions précédentes se rattache d'une façon toute normale la suivante, spéciale aux seules assurances mutuelles.

On sait que ces Sociétés ont en général d'une part un fonds de réserve, d'autre part un fonds de prévoyance.

Le fonds de réserve est destiné à parer à l'hypothèse de l'insuffisance du montant des cotisations ; il

est alimenté par un versement fait d'une manière définitive par chaque assuré. Le fonds de prévoyance a pour but principal de remédier aux inconvénients d'un retard possible dans le paiement par l'assuré du montant de sa contribution. Il est constitué de deux façons différentes suivant les Compagnies, ou bien par un versement fait par chaque assuré et une fois pour toutes au début de l'assurance, le montant de ce versement devant lui être restitué, s'il y a lieu, à l'expiration du contrat, ou bien par un versement moindre fait annuellement au commencement de l'année et dont le montant viendra en déduction de celui de la cotisation, lorsqu'en fin d'exercice ce montant aura été déterminé.

Il s'agit de rechercher si ces versements faits soit au fonds de réserve, soit au fonds de prévoyance, constituent ou non des cotisations ou contributions dans le sens de la loi de 1871 et si, par suite, elles doivent ou non être négligées pour le calcul de la taxe de 10 pour 100.

La solution ne nous paraît pas douteuse ; les sommes versées au fonds de réserve doivent bien évidemment supporter la taxe lors du versement. Le tribunal de Rouen (Sol. Enreg., 16 juillet 1878 et Rouen, 24 mai 1876, *Journ. Enreg.*, n° 20084) a décidé, non sans raison, semble-t-il, que la taxe est due sur les cotisations d'un exercice, lors même que le montant en est prélevé sur le fonds de réserve et

que les assurés sont, dès lors, dispensés de les déboursier, alors surtout que le fonds de réserve a été en majeure partie constitué au moyen de cotisations qui, perçues pendant les exercices antérieurs à 1871, n'ont supporté aucun impôt. (Cf aussi Cass., 18 février 1879. S. 79, I. 134.)

En ce qui concerne les sommes versées au fond de prévoyance, l'administration par des solutions du 7 septembre 1873 du 6 novembre 1875 et du 15 juin 1878 fait une distinction assez rationnelle suivant la façon dont le fonds de prévoyance a été constitué. S'il y a eu une somme versée au début de l'assurance, cette somme qui doit être restituée à la fin, est considérée comme étant seulement l'objet d'un dépôt et échappe ainsi à la taxe de 10 pour 100.

Au contraire, s'il y a des versements annuels devant être déduits du montant de la contribution, ces versements seront soumis à l'impôt établi en 1871, puisqu'ils contiennent seulement un acompte sur la contribution.

§ 2. — *Accessoires de la prime.*

Nous avons déterminé d'une façon aussi précise que possible le caractère juridique des primes dans les assurances à primes fixes, des contributions et

cotisations dans les assurances mutuelles : à cette étude se rattache d'une manière assez intime celle de ce qu'on doit considérer ou non comme accessoires de la prime.

Voici comment se pose la question :

En sus de ce que la Compagnie se fait verser par l'assuré à titre de prime proprement dite, il arrive très généralement qu'elle reçoive de lui différentes sommes sous des prétextes divers, et il s'agit alors de savoir si ces sommes constituent ou non des accessoires de la prime et si, par suite, elles doivent, ou non, entrer en ligne de compte pour le calcul de la taxe.

A s'en tenir au principe très strict en même temps que très clair formulé par la cour de cassation par l'arrêt visé plus haut du 29 décembre 1875 la solution ne serait pas douteuse. Toutes les sommes payées par l'assuré à l'assureur en raison de l'assurance constituent une partie de la prime ; il n'y a pas lieu de les distinguer de la prime proprement dite et, en conséquence, on doit en tenir compte pour la détermination du montant de la taxe de 10 pour 100.

Cependant cette solution n'est admise par aucun auteur, ni par l'administration, ni même rigoureusement par la cour de cassation et cela avec raison.

Nous sommes donc forcés d'envisager successive-

ment les divers cas qui peuvent se présenter, chacun d'eux se posant dans des termes différents.

On considère généralement comme accessoires de la prime :

1° Les impôts.

2° La taxe de six francs par million.

3° La taxe de douze francs par million.

4° Les honoraires de revision des contrats.

5° Les frais d'encaissement.

6° Les frais de répertoire.

7° Les frais d'estimation.

8° Les frais de gestion.

9° Le coût de la police, le prix de la plaque, les honoraires directs, l'indemnité de résiliation.

1° Les impôts.

L'application du principe qu'on ne peut percevoir un impôt sur un autre amènerait à conclure que jamais un impôt ne peut donner lieu à l'encaissement d'aucune taxe. Mais cette solution serait trop générale et il faut établir une distinction entre ceux qui visent le contrat lui-même, c'est-à-dire la convention d'assurance et ceux qui, voulant atteindre les opérations financières des Sociétés, ont pour but de frapper, non les assurés, mais les bénéfices qu'ils font réaliser aux assureurs.

Ce sera l'objet de l'étude que nous nous proposons de faire.

Deux impôts rentrent dans la première catégorie, celui du timbre et celui de l'enregistrement. Les Compagnies d'assurances jouent vis-à-vis du Trésor le rôle de collecteurs d'impôts ; elles sont chargées d'en encaisser le montant et d'aller ensuite à des époques déterminées en opérer le versement dans les caisses de l'administration.

Si la perception du droit s'était toujours faite de cette manière, elle n'aurait soulevé aucune difficulté, mais en pratique un mode de procéder tout à fait différent avait fini par s'introduire.

Au lieu de réclamer à leurs assurés le montant net de l'impôt, certaines Sociétés majoraient leurs quittances d'une somme fixée à un tantième de la prime et moyennant le payement de laquelle les assureurs se constituaient débiteurs directs du trésor. C'était une sorte de forfait comprenant, d'une part, l'impôt lui-même et, d'autre part, une commission dont le taux variait suivant les circonstances.

La clause, en vertu de laquelle on agissait ainsi, devenue de style dans de nombreux contrats, était licite, mais elle avait pour résultat de procurer à la Société un bénéfice assimilable en tout point à une prime et par conséquent imposable.

Cette solution nous semble parfaitement justifiée. Il n'est pas juste vis-à-vis du trésor, de même qu'il

n'est peut-être pas très correct pour une Compagnie vis-à-vis de ses assurés, de se faire payer à titre d'impôt plus qu'elle n'a à reverser dans les caisses de l'État ; la différence constitue en réalité un supplément de prime qui peut et doit être taxé.

La question s'était présentée en particulier dans les conditions suivantes :

La Compagnie *** exigeait de ses assurés à titre de remboursement d'impôts des sommes supérieures à celles qu'elle versait elle-même au trésor. Elle percevait comme droit de timbre 0.03 pour 1.000 au lieu de 0.02 et plus tard, lorsque cet impôt fut augmenté, elle percevait 0.04 au lieu de 0.03 ou bien encore en matière d'enregistrement elle percevait 10 pour 100 à une époque où cet impôt n'était que de 9.60 pour 100.

L'administration de l'Enregistrement ayant constaté cette manière de faire, considéra que ces augmentations avaient le même caractère que la prime elle-même et, par conséquent, devaient payer le droit d'enregistrement.

La Compagnie résista mais le tribunal de la Seine valida la contrainte lancée contre elle. (7 mars 1874. D. 75, 3, 6.)

La Compagnie ne se tint pas pour battue et se pourvut devant la cour suprême prétendant que le tribunal avait violé le principe d'après lequel on ne peut percevoir un impôt sur un autre impôt.

La Compagnie d'assurance demanderesse en Cassation faisait au surplus valoir un autre argument assez délicat et qui peut être aurait pu suffire à faire admettre sa manière de voir.

Si je fais payer à mes assurés, disait-elle, à titre d'impôt une somme supérieure à celle que je verse dans les caisses du trésor ce n'est ni pour m'enrichir davantage, ni pour frustrer l'État, ni pour tromper mes assurés, mais tout simplement parce que je rends un service à ces derniers en me chargeant du paiement au fisc du montant de l'impôt qui pèse sur eux et qui est dû par eux. Il est normal que ce service me soit rétribué et la légère bonification que j'impose constitue ma rémunération.

Cet argument, plus spécieux que juridique, n'était pas sans pouvoir être réfuté, il suffisait de répondre que ce raisonnement aurait pu être admis si le législateur n'avait pas chargé spécialement les Compagnies de recouvrer l'impôt sur les assurés pour le verser ensuite au trésor.

La Compagnie devait, par suite, comprendre dans ses frais généraux ceux nécessités par cette perception imposée par la loi, et sa prime avoir été calculée en conséquence.

La cour de cassation ne fit que confirmer la décision du tribunal de la Seine par un arrêt qui a en cette matière fixé la jurisprudence.

La cour : Attendu que des termes de l'article 332

du Code de commerce il ressort que la prime n'est pas autre chose que le coût ou prix de l'assurance, que par conséquent elle comprend toutes les sommes payées par l'assuré en échange de la garantie qui lui est donnée sans aucune distinction entre la portion de ces sommes représentant plus spécialement les risques assurés par la Compagnie d'assurances et la portion des mêmes sommes destinées à indemniser la Compagnie de ses frais généraux d'administration.

Attendu que les Compagnies d'assurances contre l'incendie sont personnellement obligées, sous peine d'amende, à leur charge, d'acquitter les droits de timbre et d'enregistrement établis sur les contrats d'assurances par les lois du 5 juin 1850 et du 23 août 1871.

Que les frais qui résultent pour elles de la perception de ces taxes s'ajoutent de plein droit aux dépenses que nécessite l'administration des affaires sociales et qu'en l'absence de toute disposition spéciale de la loi en autorisant la répétition contre les débiteurs de l'impôt, ils doivent être supportés par la Société.

Que, sans doute, les Compagnies peuvent valablement stipuler dans leurs polices d'assurances que les assurés leur paieront annuellement une somme déterminée pour le remboursement des frais dont il s'agit et que cette stipulation, librement acceptée par les assurés, fait la loi des parties ; mais qu'ayant

pour effet de faire supporter par les assurés une dépense personnelle à la Compagnie, elle constitue, en réalité, un supplément de prime.

Attendu que ces deux sommes, montant ensemble à fr., constituent un profit pour la Compagnie, qu'elles présentent, dès lors, au point de vue fiscal, le même caractère que la prime principale et que, par suite, en décidant qu'elles devaient être soumises à l'impôt de 8 pour 100 établi par l'article 6 de la loi du 23 août 1871 sur le montant des primes d'assurances contre l'incendie, le jugement attaqué, loin d'avoir violé ledit article, en a fait, au contraire, une juste application.

Par ces motifs, rejette.

(D. 76, 1, 110). *Journ. Enreg.*, 19922. Cf Sol. ad., 4 décembre 1871, 6 septembre 1872, 29 août 1873. Rouen, 22 mars 1876. *Journ. Enreg.*, 20040.]

Cet arrêt nous semble devoir être approuvé quant à la solution qu'il donne à l'espèce qu'il avait à trancher. Il n'est pas douteux que la bonification réalisée par la Compagnie qui fait payer à ses assurés, à titre d'impôt, une somme supérieure à celle qu'elle verse au Trésor ne constitue un supplément de prime, mais l'arrêt cité pose un principe général qui peut être contesté ; il admet que la somme payée par l'assuré à la Compagnie forme un tout indivisible en quelque sorte et qu'on n'a pas à se préoccuper de

la destination que la Compagnie peut donner aux différentes parties qui composent ce tout.

Est-ce bien exact ? La jurisprudence et l'administration de l'Enregistrement elle-même ne reconnaissent-elles pas d'exceptions à ce prétendu principe ?

A notre avis, au contraire, pour déterminer exactement ce qui doit, ou non, servir de base à la taxe de 8 pour 100, il faut distinguer parmi les sommes que reçoit la Compagnie : toutes ne doivent pas être traitées de la même façon : nous sommes, en effet, en matière fiscale, c'est-à-dire en une matière où les textes doivent être interprétés aussi strictement qu'en matière pénale. Or, l'impôt est établi sur la prime, c'est-à-dire uniquement sur ce qui constitue le coût de l'assurance. Si donc, en plus de la somme payée de ce chef, la Compagnie reçoit de l'assuré d'autres sommes pour des services rendus à un autre titre, ces sommes ne doivent pas entrer en ligne de compte pour le calcul de la taxe.

2^o Taxe de 6 francs par million.

Nous aurons plus loin l'occasion de voir que le législateur de 1898 a mis à la charge des Compagnies une taxe de 6 francs par million sur le capital assuré ; à la différence des impôts du timbre et de l'enregistrement, cette taxe qui est un impôt *sui generis*

doit être supportée par la Compagnie elle-même, tandis que les autres impôts, par application des principes généraux du droit, doivent être en dernier lieu à la charge des assurés. Or il arrive fréquemment que les Compagnies d'assurances imposent aux assurés le remboursement de cette taxe de 6 francs par million, dans ce cas, en réalité, les assurés payent une dette de l'assureur et il est légitime de considérer la somme versée de ce chef, comme un supplément de prime passible par suite du droit annuel d'enregistrement. Cf Sol., 24 décembre 1900, *Journ. Enreg.*, n° 26327. Seine, 6 juin 1902. *Revue des Assurances mutuelles*, 1905, p. 319, 13 et 28 mars 1903, *Journ. Enreg.*, 26531. Cass., 16 mai 1904, *Journ. Enreg.*, 26716. *Revue des Assurances mutuelles*, 1904, p. 291. Instr. Enreg. 3157 § 9). Le tribunal de la Seine en a ainsi décidé.

Attendu que l'impôt de 6 francs par million, incombant aux Compagnies et Sociétés d'assurances contre l'incendie, si ces Sociétés refusent de la supporter et recourent contre les assurés pour le leur faire payer, alors la prime ou la cotisation est augmentée d'une nouvelle charge, qu'il s'ensuit que les assurés, dont la prime ou la cotisation est ainsi augmentée, doivent payer un supplément de taxe de 8 pour 100 sur le montant de cette augmentation.

Attendu, il est vrai, que les droits d'abonnement au timbre et à l'enregistrement ne peuvent, quand la

Compagnie ou la Société les a payés et qu'elle recourt de ce chef contre les assurés, constituer une charge nouvelle de la prime ou de la cotisation. Mais attendu que c'est parce que ces impôts sont à la charge directe des assurés et constituent ainsi leur propre dette envers le trésor.

Attendu qu'au contraire en l'espèce la Société, en payant l'impôt de 6 francs par million, payait sa propre dette, que la loi en mettant cette taxe à sa charge ne l'a pas considérée comme simple agent de recouvrement indivisément responsable, sauf recours contre les assurés finalement grevés, mais qu'elle l'a considérée comme unique débitrice.

Attendu que le recours des Compagnies et Sociétés d'assurances pour la taxe de 6 francs par million ne résulte donc que des conventions des parties et constitue dès lors une augmentation de la prime ou de la cotisation pour frais de gestion.

Cette manière de voir a été, du reste, partagée par la cour suprême.

Attendu en droit qu'aux termes de l'article 6 de la loi du 23 août 1871, tout contrat d'assurance contre l'incendie est soumis à une taxe obligatoire moyennant le paiement de laquelle la formalité de l'enregistrement sera donnée gratis chaque fois qu'elle sera requise, que la taxe est fixée annuellement à raison de 5 pour 100 du montant des primes ou en cas d'assurances mutuelles de 8 pour 100 des

cotisations ou contributions ; qu'aux termes de l'article 5 du décret du 23 novembre 1871, portant règlement d'administration publique pour la perception de ladite taxe, elle est établie sur l'intégralité des primes, cotisations ou contributions, constatées dans les écritures des Compagnies, Sociétés ou assureurs, et, par conséquent, sur tous les accessoires de la prime et d'une façon générale sur toutes les sommes payées par les assurés en échange de la garantie qui leur est donnée ; qu'aussi c'est à juste titre que le jugement attaqué a compris dans le montant des cotisations ou contributions payées par les sociétaires, de la taxe de 6 francs par million, du capital assuré en France, par la loi du 13 avril 1898, article 17, mise par ladite loi à la charge personnelle des Sociétés d'assurances contre l'incendie et dont la Société a pourtant imposé le paiement à ses assurés, que c'est à bon droit dès lors que la taxe de 8 pour 100 a été perçue sur la taxe de 6 francs par million considérée comme supplément de cotisation.

Il n'y a pas lieu d'ailleurs de faire une distinction que la loi ne comporte pas entre les Sociétés d'assurances contre l'incendie, à primes fixes, et les Sociétés d'assurances mutuelles, d'où il suit qu'en faisant supporter par ses assurés une dépense qui lui était personnelle, la Société dont s'agit, leur a réellement imposé un supplément de contribution passible, comme la contribution principale, de la taxe de

8 pour 100 établie par la loi du 23 août 1871.

Nous ne sommes plus ici comme en matière de timbre en face d'un impôt devant atteindre directement les polices et incombant aux assurés. Aux termes de la loi du 13 avril 1898 en effet les Compagnies et Sociétés d'assurances sont assujetties à une taxe fixe annuelle à raison de 6 francs par million de capitaux qu'elles assurent en France.

La loi ne vise donc ni les polices, ni les primes, ni les capitaux, si elle prévoit que la perception aura lieu proportionnellement au chiffre des capitaux assurés en France c'est dans le but non de frapper ces capitaux mais d'atteindre la Compagnie d'après le signe apparent de l'importance et de la prospérité de l'entreprise. (*Journ. Enreg.* n° 26327.)

D'où la double conséquence que lorsqu'un assureur prend à sa charge l'impôt dont il s'agit il se libère d'une dette qui lui est personnelle, dont le montant doit être déduit des primes cotisations et contributions, pour le calcul de la taxe de 8 pour 100 et d'autre part que si l'assureur oblige l'assuré à lui rembourser cet impôt il réclame un supplément de prime cotisation ou contribution devant être soumis à la taxe de 8 pour 100.

Les solutions données par les tribunaux étaient juridiques et la cour n'a fait en fixant la jurisprudence qu'interpréter la loi dans un sens conforme à son esprit.

3^e Taxe de 12 francs par million.

Un raisonnement absolument identique nous conduit à la même solution au sujet de la taxe de 12 francs par million établie à la charge des Compagnies d'assurances par la loi du 30 janvier 1907. Cette taxe qui vient s'ajouter à celle de 6 francs par million constitue elle aussi une dette personnelle à la Compagnie, dette qui par suite ne doit pas être récupérée sur les assurés (1).

Cette question n'a encore donné lieu, à notre connaissance, à aucune décision de jurisprudence, mais nous ne doutons pas que les tribunaux qui pourraient être appelés à la trancher ne statuent dans le sens préconisé par nous (2).

4^e Honoraires de revision des contrats.

Outre les impôts, beaucoup d'autres sommes peuvent être récupérées par l'assureur sur l'assuré. C'est

(1) Sauf l'exception établie par l'article 6 de la loi de finances du 30 janvier 1907 qui accorde aux Sociétés d'assurances mutuelles constituées conformément au décret du 22 janvier 1868 la faculté de se faire rembourser le montant de la taxe par les assurés.

(2) Nous nous sommes étendus un peu longuement sur le chapitre des impôts parce qu'au point de vue pratique et pécuniaire c'est celui qui pour les Compagnies en général présentait le plus d'intérêt.

ainsi que dans certaines Compagnies les polices sont revisées périodiquement par des agents appelés reviseurs. Cette opération consiste à examiner si les clauses du contrat n'ont pas besoin de modifications, par suite de changements survenus dans le risque ; elle a pour but surtout de parer à la négligence des assurés et de leur éviter les multiples désagréments que peut entraîner à un moment donné un contrat mal établi.

La Compagnie perçoit de ce chef une redevance qui s'ajoute à la prime et doit servir d'honoraires aux agents reviseurs. La taxe est-elle due sur cette surprime ? La question est douteuse. Cependant le tribunal de Rouen l'avait tranchée par l'affirmative, mais la solution qu'il donne est peut-être contestable (Rouen 30 juillet 1885. *Journ. Enreg.* n° 22526). S'il est vrai en effet que le fait d'avoir remboursé des sommes encaissées n'est pas au nombre des cas de restitution de la taxe, déterminés par la loi et si l'impôt doit être perçu sur toutes les sommes touchées par la Compagnie, cet impôt ne doit l'être que sur les sommes encaissées à titre de primes, or il est des cas nous l'avons vu (pour les impôts par exemple) où il importait de savoir l'usage qui en était fait ensuite.

Il s'agit ici d'une somme qui pourrait être payée directement au reviseur et qui alors échapperait à l'impôt, faut-il l'y soumettre parce que le créancier

principal a changé : n'est-ce pas là une preuve suffisante que les somme perçues par la Compagnie à titre d'honoraires de révision ne sont pas le coût de l'assurance. On pourrait fort bien concevoir une Compagnie qui ne fasse pas réviser ses contrats d'autant plus que c'est la plupart du temps dans l'intérêt de l'assuré lui-même que cette révision est faite.

La question s'est posée mais n'a pas été résolue dans le sens que nous venons d'indiquer. L'administration dans une solution du 18 septembre 1872 a reconnu, ce qui était évident, que la taxe de 8 pour 100 ne porterait pas sur les honoraires de révision si les honoraires, au lieu d'être payés à la Compagnie et de figurer par suite dans ses écritures l'étaient directement par les assurés aux agents réviseurs en rémunération du « service personnel » rendu par ces derniers. Mais par contre elle soutint quelques années plus tard et fit juger par la cour de Rouen (30 juillet 1885. *Journ. Enreg.* n° 22526.) que lorsque ces honoraires étaient versés à la Compagnie par l'assuré ils devaient entrer en ligne de compte pour le calcul de la taxe sans se préoccuper de savoir si les Compagnies les affectaient ou non à la rémunération des agents réviseurs.

Cette solution nous paraît quelque peu choquante, tant au point de vue du droit qu'au point de vue de l'équité ; l'administration elle-même reconnaît que cette revision des contrats constitue le plus généra-

lement un service personnel rendu à l'assuré il en est bien évidemment de même, dans le cas où c'est la Compagnie qui perçoit la somme qu'elle verse ensuite aux agents reviseurs. Pourquoi dès lors traiter cette somme comme si elle profitait à la Compagnie elle-même.

5^o Frais d'encaissement.

Dans un certain nombre de Sociétés la prime est spécifiée portable, c'est-à-dire que les assurés doivent en acquitter le montant au siège social.

En pratique, cette clause, bien qu'écrite, n'est jamais exécutée, mais les Compagnies s'en autorisent à compter un droit de recouvrement pour en toucher le montant à domicile.

Ce supplément fait-il partie de la prime ?

On pourrait tout d'abord le considérer comme un bénéfice assimilable à celui que se procurent les Compagnies en majorant les quittances du montant des impôts qu'elles sont chargées d'encaisser pour le compte du Trésor, et dans ces conditions il faudrait conclure en disant que ces sommes doivent être comprises dans le calcul de la taxe. Tel a été, du reste, l'avis du tribunal de Rouen (Rouen, 9 mars 1876. *Journ. d'Enreg.* n^o 20039. *Inst. Enreg.*, 2425.)

Cependant étant donnée la destination de cette

perception, ne devrait-on pas plutôt y voir un droit totalement différent de la garantie d'assurance, constituant la rémunération d'un service personnel rendu par l'intermédiaire chargé de l'encaissement, d'autant plus que les Compagnies accordent une bonification analogue à tout assuré venant payer au siège.

Si nous nous reportons aux termes mêmes de l'instruction de l'Enregistrement n° 2425, nous y lisons que l'impôt de 8 pour 100 n'est pas dû « sur les commissions directement payées dans certains cas aux agents comme rémunération d'un service personnel rendu par ces agents aux assurés ». C'est absolument exact, mais ne faut-il pas généraliser cette solution ? Qu'importe que la commission soit payée à l'agent directement par l'assuré ou indirectement et par l'intermédiaire de la Compagnie ; ce qu'il faut voir, ce qu'il y a d'essentiel, c'est la destination donnée à tout ou partie de ce qui est déboursé par l'assuré. Or, que ce dernier paye ou non directement à l'agent le montant de la commission qui lui est dûe, il y a toujours dans les deux cas un service personnel rendu à cet assuré, service personnel qui est la base et le motif de la rémunération. Celle-ci ne profite en aucune façon à la Compagnie d'assurances, ce n'est en rien le « coût de l'assurance » pour employer les termes de l'article 332 du Code de commerce. Elle ne devrait pas entrer en ligne de compte pour le calcul de la taxe.

A fortiori nous ne pouvons que désapprouver la décision en vertu de laquelle on ne devrait même pas déduire, pour asseoir la taxe, la bonification faite par la Compagnie à l'assuré qui vient se libérer directement au siège social. Et notons que le simple fait de cette déduction consentie à l'assuré dans ces conditions (déduction précisément égale au montant de la somme qu'il aurait payée à titre de commission à l'agent encaisseur) est une preuve qui nous paraît manifeste de ce que nous venons de soutenir, à savoir que cette commission n'est que la rémunération d'un service personnel rendu par l'agent à l'assuré.

6^e Frais de répertoire.

Les Compagnies ajoutent généralement au montant de la prime et sous la rubrique frais de répertoire, un droit fixe et annuel ; ce droit est ordinairement de 0 fr. 50 par contrat.

La question ne présente pas un bien grand intérêt pratique ; il semble cependant logique de considérer le montant de ces frais comme étant un supplément de prime et à ce titre passible de l'impôt.

Ils constituent en effet pour la société un véritable bénéfice sans compensation pour l'assuré à qui l'on n'a évité, comme dans le cas précédent, ni dérangement, ni perte de temps.

7^o Frais d'estimation.

Les frais d'estimation des biens assurés sont d'ordinaire remboursés aux Compagnies par les assurés sous la rubrique « Honoraires d'entrées et de sorties » ; c'est donc à bon droit qu'on a décidé qu'ils devaient supporter l'impôt de 10 pour 100.

8^o Frais de gestion.

Nous indiquerons enfin, sans insister, car la question ne nous paraît soulever aucune difficulté au point de vue théorique que les frais dits « de gestion » qu'en plus de leur cotisation certaines sociétés font payer à leurs adhérents constituent vraisemblablement un versement passible de la taxe de 10 pour 100.

9^o Coût de la police. — Prix des plaques. — Commissions directes. — Impôts. — Indemnités de résiliation.

Nous avons ainsi passé en revue les cas dans lesquels on pourrait considérer comme étant des accessoires de la prime certaines sommes payées par les assurés à des titres divers. Nous avons eu en même temps l'occasion de contester dans plusieurs cas

l'exactitude de certaines décisions judiciaires et nous avons alors donné les motifs qui nous semblaient exister en notre faveur.

Pour terminer l'étude du caractère de la prime et de ce que l'on doit considérer ou non comme étant des accessoires de ce « coût de l'assurance » il nous reste à mentionner certaines hypothèses où le supplément perçu par la Compagnie ne constitue pas de l'aveu même de l'administration de l'enregistrement une prime sous un nom déguisé, et où ce supplément ne doit pas en conséquence, être soumis à la taxe.

Coût de la police. — Parmi celles-ci vient d'abord le coût de la police soldé au moment de sa remise à l'assuré. Cette somme est totalement différente de la prime « elle représente seulement les frais de passation du contrat n'ayant rien de commun avec le prix de la garantie de l'assurance. » (*Journ. Enreg.* n° 2426 et 2542.)

Prix de la plaque. — Il en est de même du prix de la plaque dont l'acquisition d'ailleurs est généralement facultative.

Commissions payées directement aux agents. — Quant aux commissions payées dans certains cas aux agents comme rémunération d'un service personnel rendu par ces agents aux assurés, il faut remarquer

« qu'elles ne font pas partie du prix du risque couvert par les Sociétés ou Compagnies ; les assurés restant toujours libres de s'affranchir de la commission en ne profitant par des avantages dont elle est le prix, tandis qu'ils ne sont nullement libres de s'affranchir de la cotisation qui sert à faire face aux frais d'administration dont le traitement des agents forme la plus grande partie ». (Inst. Enreg. n° 20039).

Impôts. — Nous mentionnerons aussi qu'on doit négliger pour le calcul de la taxe, les sommes payées aux Compagnies par les assurés en remboursement du montant des impôts avancés par elles. L'impôt du timbre comme la taxe d'enregistrement doivent être supportés en définitive par l'assuré. Si la Compagnie en a fait l'avance, lorsque le remboursement a lieu, il est logique de le faire venir en déduction du montant de la prime.

Rappelons pour mémoire que si cependant une bonification a été réalisée de ce chef par la Compagnie cette bonification constitue en réalité un complément de prime qui doit normalement supporter la taxe de 10 pour 100.

Indemnité de résiliation. — Enfin il est admis sans aucune difficulté qu'en cas de résiliation d'un contrat d'assurance, la somme payée à titre d'indemnité par l'assuré ne doit pas supporter la taxe.

En effet ce n'est pas là une prime ; c'en est en quelque sorte l'inverse puisque la prime est acquittée pour faire durer le contrat d'assurance et que dans l'hypothèse envisagée, une indemnité est versée pour la faire cesser.

En résumé doivent être compris dans la masse imposable pour le calcul de la taxe toutes les sommes perçues régulièrement comme prix de l'assurance c'est-à-dire les frais de répertoire, de gestion, d'estimation des biens assurés ; et de revision des contrats ainsi que les impôts mis à la charge des Sociétés et acquittés par les assurés ; mais doivent en être exclus tous les autres impôts, le prix de la plaque, le coût de la police, les commissions payées directement aux agents en un mot toutes les sommes que perçoivent les Sociétés à un titre quelconque autre qu'à celui de garantie de l'assurance.

§ 3. — *Déduction à opérer en vertu du décret du 25 novembre 1871.*

Les solutions données précédemment se justifient et s'expliquent par le caractère juridique qu'a la prime d'être le prix de l'assurance ; pour qu'elles soient admises, le législateur n'a pas eu à intervenir d'une manière directe, la loi ne les prévoyant pas ; nous

avons maintenant à insister au contraire sur certaines déductions qui ne s'imposaient pas logiquement et qui par suite n'auraient pu qu'être repoussées si la loi ne les avait indiquées expressément.

Ces déductions sont prévues et permises par le décret du 25 novembre 1871 dont l'article 3 est ainsi conçu.

« ART. 5. — La taxe fixée par l'article 6 de la loi du
« 23 août 1871 pour les assurances contre l'incendie
« est établie sur l'intégralité des primes cotisations
« ou contributions constatées dans les écritures des
« Compagnies, Sociétés et assureurs. Toutefois sont
« déduites pour le calcul de la taxe.

« 1° Les primes cotisations ou contributions rela-
« tives à des immeubles ou objets mobiliers situés à
« l'étranger.

« 2° Celles perçues pour réassurances à moins que
« l'assurance primitive souscrite à l'étranger n'ait
« pas été soumise à la taxe.

« 3° Les primes cotisations ou contributions que
« les Sociétés, Compagnies et assureurs, justifieraient
« n'avoir pas recouvrées par suite de la résiliation
« ou de l'annulation des contrats.

« Il sera ouvert, dans les écritures des Sociétés
« Compagnies et assureurs un compte spécial à
« chacune des différentes natures de primes cotisa-
« tions ou contributions énumérées aux trois para-
« graphes précédents. »

Ainsi donc cet article autorise des déductions à opérer pour le calcul de la taxe dans trois hypothèses spéciales. Ce sont :

1° Le cas des polices garantissant des risques étrangers.

2° Le cas des réassurances.

3° Le cas des polices annulées ou résiliées.

Nous allons les étudier successivement.

1° Polices garantissant des risques étrangers.

C'est l'article 9 de la loi du 23 août 1871 qui exempte du droit d'enregistrement les contrats d'assurance des risques étrangers. Il débute ainsi :

« Les contrats d'assurance contre l'incendie passés
« en France pour des immeubles ou objets mobiliers
« situés à l'étranger ne sont pas assujettis au paye-
« ment de la taxe. »

La règle posée par cet article implique donc plusieurs conditions pour qu'il y ait lieu à déductions. Il faut :

1° Que le contrat soit passé en France.

2° Qu'il ait pour objet des immeubles ou des meubles situés à l'étranger.

Lorsque ces conditions se trouveront réunies, on devra déduire, pour faire le calcul de la taxe, le montant des primes relatives à ces immeubles ou à

ces meubles, et cela alors même que la police a été passée en France ; à la différence de ce qui a lieu en matière de timbre où, comme on l'a vu, la déduction n'est possible que si le contrat a été passé hors de France.

Cette différence n'est peut-être pas très facilement justifiable ; quoi qu'il en soit, elle existe, elle est précise, on doit la respecter (1).

(1) Polices passées à l'étranger pour des risques étrangers.

On sait qu'en matière de timbre, les contrats d'assurance passés à l'étranger ne sont pas assujettis à la rédaction sur papier de dimension.

Examinons si, au point de vue de l'enregistrement, ces mêmes contrats jouissent d'une exception analogue, c'est-à-dire s'ils sont ou non soumis à la taxe de 10 pour 100.

En se reportant à la loi du 23 août 1871, on voit que l'article 6 soumet à la taxe tout contrat d'assurances maritimes ou contre l'incendie. Etant donnée la généralité des termes employés, on pourrait croire que tous les contrats, quels qu'ils soient, y sont assujettis si la suite du texte ne venait en restreindre la portée.

Aux termes de l'article 8, en effet, ne sont pas assujettis à l'impôt les contrats d'assurance passés à l'étranger pour des meubles sis en France ou pour des valeurs ou objets appartenant à des Français, le cas de publicité ou d'usage en France excepté.

Or le texte ne spécifie pas que les Compagnies d'assurances doivent être étrangères ou ne pourrait le lui faire dire sans en changer le sens ou plutôt sans « ajouter à la loi ». Dans ce cas, c'est l'interprétation littérale qui s'impose. De plus, soutenir que l'article de la loi s'applique aux contrats d'assurances passés à l'étranger par les Compagnies françaises serait aller à l'encontre du principe d'après lequel les lois fiscales sont essentiellement territoriales, exception que rien ne justifierait.

Au contraire, les textes montrent que le législateur a eu surtout

Mais si l'article 9 de la loi du 23 août 1871 et l'article 5 du décret de novembre 1871 portent que les contrats passés en France pour risques étrangers ne sont pas soumis à la taxe de 10 pour 100, ils établissent en même temps « qu'il ne pourra en « être fait aucun usage en France, soit par acte « public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée sans qu'ils aient été préalablement « enregistrés. »

Telle est la règle : simple en apparence, elle est cependant de nature à soulever pour son application certaines difficultés, notamment pour le cas des ambassades étrangères, pour le cas de l'Algérie et des colonies et enfin pour celui des pays de protectorat. Nous allons envisager successivement ces différentes questions.

Cas des ambassades étrangères. — On sait que les ambassades étrangères jouissent du privilège de

en vue le lieu de passation du contrat plutôt que le domicile des contractants et leur nationalité.

Loin de déroger à ces principes, la combinaison des articles 6 et 8 prouve que le législateur a voulu en continuer la tradition. Il faut noter d'ailleurs que si le législateur a cru devoir exempter de la taxe de 10 pour 100 les contrats passés à l'étranger et garantissant des risques français, il n'est pas douteux que cette même exception doive s'appliquer aux contrats passés à l'étranger et garantissant des risques étrangers, sous réserve d'ailleurs d'en exiger l'enregistrement en cas d'usage public en France.

l'exterritorialité c'est-à-dire sont réputées terres étrangères. Cette fiction de la loi permet-elle de les assimiler à un risque étranger au point de les exempter de notre impôt au cas où elles feraient l'objet d'un contrat d'assurance contre l'incendie ? On répond en général par l'affirmative en faisant valoir que la fiction de l'exterritorialité est tellement générale qu'on doit l'appliquer dans toutes ses conséquences quelles qu'elles soient.

Cette opinion ne nous paraît rien moins que douteuse. Il ne faut pas oublier que nous sommes en matière d'exception. Le principe est que tout contrat d'assurance passé en France doit supporter l'impôt, le législateur a cru bien faire en le supprimant pour le cas des risques étrangers, c'est une exception interprétée restrictivement sans qu'il soit possible de raisonner par analogie ; or la loi ne parle que de risques étrangers et ne dit rien des risques « assimilés » aux risques étrangers.

En présence du silence de la loi à ce sujet nous estimons préférable d'admettre que les polices assurant des ambassades étrangères doivent être soumises à la taxe de 10 pour 100.

Cas des colonies et spécialement de l'Algérie. — La même solution doit-elle être admise dans le cas où il s'agit d'une police relative à un risque situé en Algérie ? Il paraît difficile d'en douter.

Les articles 8 et 9 en effet autorisent les déductions dans des cas bien déterminés ; le premier pour les contrats passés à l'étranger relatifs à des biens français, le second pour les contrats passés en France pour les biens situés à l'étranger.

La discussion porte donc sur le mot « étranger ». Or il est inadmissible que les mots « situés à l'étranger » employés par l'article 9 puissent s'appliquer ici à une colonie « si étroitement liée à la métropole que la constitution de 1848 l'a qualifiée de territoire français (Cf Seine, 6 novembre 1897. *Journ. Enreg.* n° 25335). La taxe est donc exigible (Cf Inst. Enreg. 2425).

Pour être complet, en même temps que précis en ce qui concerne l'Algérie, nous devons indiquer :

1° Que le décret du 12 décembre 1891 a rendu exécutoire dans cette colonie, à dater du 1^{er} janvier 1892, la loi du 23 août 1871.

2° Que le montant de la taxe n'est en Algérie que de 4 pour 100 au lieu de 8 pour 100 par application des termes de l'article 2 de l'ordonnance du 19 octobre 1841 qui réduit de moitié, pour cette colonie, les tarifs de France.

3° Que cette taxe de 4 pour 100 n'a été augmentée que de 1 décime par la loi du 29 juillet 1882.

Pays de protectorat. — La question de savoir si

nos pays de protectorat doivent être assimilés à nos colonies est plus délicate.

Un pays de protectorat, en effet, est un pays placé sous la tutelle d'un état plus puissant. Cette tutelle peut être plus ou moins étendue ; l'exercice de la souveraineté extérieure de l'État protégé appartient à l'État protecteur et l'administration intérieure reste au gouvernement du pays protégé.

Certains droits en sont cependant distraits mais, malgré tout, le pays protégé garde sa personnalité, ses lois, son drapeau et généralement le chef de son gouvernement. Ces considérations pourraient sembler de nature à faire admettre que le pays de protectorat reste terre étrangère et que par suite une police passée en France et visant des biens situés dans un des pays en question doit être exemptée de la taxe. Et c'est en effet à cette solution que l'on s'arrête généralement. Pour notre part c'est une solution que nous nous résignons difficilement à admettre ; on ne peut traiter un de nos protectorat, la Tunisie par exemple, comme terre étrangère ; les motifs que nous avons brièvement exposés pour les colonies, l'argumentation du tribunal de la Seine dans son jugement du 6 novembre 1897, semblent conserver ici la plus grande partie de leur valeur.

En définitive nous serions disposés à nous ranger à l'opinion qui ne considérant pas les pays de protectorat comme terre étrangère, ne leur permettrait pas

de se prévaloir des dispositions de l'article 9 de la loi du 23 août 1871.

2^o Réassurances.

Les réassurances échappent au paiement du droit d'enregistrement, c'est ce qui résulte tant des dispositions de l'article 6 de la loi du 23 août 1871, que de celles du décret de novembre 1871, « à moins que l'assurance primitive souscrite à l'étranger n'ait pas été soumise au droit. »

Mais qu'est-ce qu'une réassurance ? C'est, dit Naquet, « le contrat par lequel un assuré fait garantir par un deuxième assureur la solvabilité du premier ou bien encore celui par lequel l'assureur fait garantir par d'autres en tout ou en partie les effets qu'il a assurés ». En fait, c'est cette seconde définition qui répond le mieux aux habitudes ordinaires ; l'assureur continue d'être tenu vis-à-vis de l'assuré primitif qui est censé ignorer la réassurance ; le réassureur peut d'ailleurs se réassurer. En somme, on le voit, il n'y a malgré tout qu'un seul capital assuré, et il était absolument normal d'exempter la réassurance d'un droit qui aurait fait double emploi avec celui auquel avait déjà donné lieu l'assurance proprement dite.

Par application de cette idée une solution de l'ad-

ministration de l'Enregistrement du 13 décembre 1880 a décidé en cas de réassurances de Sociétés mutuelles que la taxe n'est pas due par la Compagnie d'assurance qui ne fait pas d'opérations directes et qui reçoit uniquement pour prix de la garantie qu'elle donne aux Sociétés d'assurances mutuelles fondées sous son patronage, une fraction des cotisations encaissées par ces Sociétés et qui supportent déjà l'impôt.

3° Polices annulées ou résiliées.

Parmi les déductions autorisées pour le calcul de la taxe figure celle des polices annulées ou résiliées. Cette déduction n'est pas mentionnée par la loi du 23 août 1871 elle est établie par le décret réglementaire du 25 novembre 1871 article 5 n° 3 ainsi conçu :

« Toutefois sont déduites pour le calcul de la taxe
« 3° Les primes cotisations ou contributions
« que les Sociétés, Compagnies ou assureurs justifieraient n'avoir pas recouvrées par suite de la
« résiliation ou de l'annulation des contrats. »

Cette question a soulevé une importante discussion. Il s'agit de savoir quelle a été l'intention du législateur, dans l'occurrence. A-t-il voulu limiter les déductions et les annulations à celles du dernier exercice, ou bien a-t-il permis de comprendre, dans le calcul,

les polices expirées pendant des exercices antérieurs ?

Deux courants d'opinions se sont successivement manifestés. Dans une première période la jurisprudence fit toujours droit aux réclamations de l'Enregistrement ; l'administration prétendait que la déduction visée par l'article 5 n° 3 du décret du 25 novembre 1871 ne devait porter que sur les primes afférentes à l'exercice faisant l'objet de la liquidation, mais que cette déduction ne saurait s'appliquer aux primes des exercices précédents. Cette interprétation très restrictive, et qui au surplus pouvait avoir des conséquences fâcheuses, même pour le Trésor, avait cependant été admise par plusieurs tribunaux (Cf Mâcon, 13 août 1890. *Journ. Enreg.* 23631. Seine 20 novembre 1891. *Journ. Enreg.* 23741. Rouen 1^{er} et 15 septembre 1894. *Journ. Enreg.* 24501.) Elle avait été précisée dans plusieurs solutions de l'administration (19 mai 1886, 6 mai 1887, 6 août 1887, 10 avril 1888), qui faisait de plus observer que la déduction des primes afférentes aux exercices déjà clos équivaldrait à une restitution alors qu'aux termes de l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII tout droit perçu régulièrement ne pourra être restitué quels que soient les événements ultérieurs sauf les cas prévus par la loi, dans lesquels ne rentre pas celui du remboursement des sommes encaissées par la Compagnie. Or les droits perçus sur les primes afférentes aux exercices déjà liquidés le sont régu-

lièrement et non arbitrairement puisque la perception en est opérée grâce à des états fournis par la Compagnie elle même (Rouen, 1^{er} septembre 1894. *Journ. Enreg.* n° 24501.)

Ainsi les tribunaux donnaient aux mots « liquidation générale » le sens de « liquidation annuelle » expression beaucoup moins compréhensive qui empêchait d'exclure du calcul de la taxe les primes tombées en non-valeur les années précédentes. Cette jurisprudence était à n'en pas douter trop restrictive elle dura cependant jusqu'en 1894, quand un arrêt de la cour de cassation vint changer l'interprétation de l'article et trancha définitivement la question dans le sens opposé, auquel s'est du reste définitivement ralliée l'administration de l'Enregistrement.

Cet arrêt est ainsi conçu : Attendu que l'alinéa 3 de cet article (5), comprend dans la généralité de ses termes toutes les primes non recouvrées par suite de résiliation ou d'annulation des contrats d'assurance, qu'elles doivent donc toutes être déduites pour le calcul de la taxe à laquelle ces contrats sont assujettis, le texte absolu de la loi ne permettant pas d'introduire entre l'exercice auquel appartient la prime non recouvrée et celui où s'est produit la résiliation ou l'annulation, une distinction qu'elle n'a pas faite.

Qu'il suit de là qu'en décidant que les seules primes non recouvrées qu'il fut permis de défalquer

pour le calcul de la taxe étant celles de l'exercice dernier en date liquidé conformément à l'article 7 du décret précité et que lors de cette opération annuelle, il ne pouvait être tenu compte des primes irrécouvrées afférentes aux exercices ayant fait l'objet des liquidations auxquelles il a été antérieurement procédé, le jugement attaqué a violé l'article sus-visé. (Cass. 18 décembre 1894. D 95, 1, 109 et *Journ. Enreg.* n° 24490).

Il est donc admis définitivement que la déduction des primes non recouvrées par suite de l'annulation ou de la résiliation des contrats, à effectuer conformément à l'article 5 du décret du 25 novembre 1871 doit porter sur toutes les primes, quel que soit l'exercice auquel elles appartiennent, sans distinction aucune entre l'exercice auquel appartient la prime non recouvrée et celui où s'est produite la résiliation ou l'annulation (*Journ. Enreg.* n° 24490).

Nous devons faire remarquer en terminant que suivant une décision du tribunal de Mâcon du 13 août 1890 (*Journ. Enreg.* n° 23631), la déduction ne doit s'opérer que sur les primes non recouvrées par suite d'annulation ou de résiliation des contrats à l'exclusion de celles dont le non recouvrement est dû à toute autre cause telle qu'à l'insolvabilité de l'assuré, à sa faillite ou à son décès.

§ 4. — *Caisses départementales.*

Une caisse départementale doit-elle la taxe de 10 pour 100 ou reste-t-elle soumise à la loi de 1850 (1).

On a vu ce qu'étaient les caisses départementales et le traitement de faveur dont elles avaient toujours bénéficié : Pas plus que dans les lois précédentes elles ne furent oubliées cette fois encore, car dans la discussion du texte nouveau, deux députés, MM. Gillon et de Lamberterie, déposèrent un amendement tendant à les soumettre à un régime spécial et à les exonérer complètement de toute taxe. Le ministre s'y opposa, arguant qu'exempter de la taxe les caisses départementales serait supprimer la loi sur les assurances dans tous les départements où il existerait de ces caisses. Cette raison cependant est loin d'être probante car il est certain qu'on préférera toujours avoir affaire à un assureur qui « doit » payer en cas de sinistre qu'à un groupement qui ne peut pas être forcé de payer, et cela même au prix d'un impôt supplémentaire. L'expérience a du reste montré que ces deux genres d'assurances ont parfaitement pu

(1) La loi de 1850 frappe les cotisations d'un impôt de 4 pour 100 seulement.

vivre côte à côte. Malgré la faiblesse de l'argumentation, l'amendement fut repoussé et le texte voté porte d'une façon absolument générale « tout contrat d'assurance ». La question se pose donc de savoir si en l'état actuel de la législation les caisses départementales sont ou non soumises à la taxe de 10 pour 100.

L'affirmative est ordinairement admise et l'on fait valoir à l'appui de cette opinion, tant les débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi de 1871 que le texte même de cette loi, texte très général qui vise « tout contrat d'assurances » et on affirme que son expression dans son ampleur s'applique à n'en pas douter même aux caisses départementales.

Ces arguments ont évidemment une grande valeur, mais nous nous demandons s'il n'y a pas en sens contraire des raisons peut-être tout aussi bonnes. On nous parle de débats parlementaires, on nous oppose le texte de la loi. Y a-t-il là des motifs suffisants pour imposer aux caisses départementales la taxe de 10 pour 100?

Peut-on soutenir vraiment que cette sorte d'engagement moral pris par la caisse départementale constitue un véritable contrat d'assurance; nous reconnaissons volontiers qu'il y a une analogie entre elles et les Compagnies d'assurances, il y a bien dans les deux cas une certaine garantie de risques. La caisse départementale ne touche pas de primes, il est vrai,

mais elle encaisse sous forme de dons des sommes souvent considérables, elle a en résumé de grandes ressemblances avec une véritable Compagnie d'assurance ; mais peut-on dire qu'il y a contrat d'assurances, contrat avec qui ? avec quelqu'un d'indéterminé et qui sera toujours tel ; contrat qui ne lie personne et n'est constaté par rien.

De plus il faut considérer que nous sommes ici en présence d'une loi fiscale et là, comme en matière pénale, les textes doivent être interprétés restrictivement. La taxe est mise sur les Compagnies d'assurances et non sur les Compagnies assimilables à ces dernières ; englober dans les Compagnies les caisses départementales serait peut-être ajouter à la loi.

La jurisprudence ne semble pas encore avoir été appelée à trancher la question dans les termes du moins ou nous venons de la poser. A la vérité on serait tenté de nous opposer un jugement du tribunal de Chalons du 11 février 1880 (S., 1880, 1, 377) qui a condamné la caisse des incendies de la Marne à acquitter la taxe de 10 pour 100, mais ce jugement ne paraît pas s'appliquer exactement à notre hypothèse ; dans l'espèce il ne s'agissait pas, à proprement parler, d'une véritable caisse départementale ; la caisse des incendies de la Marne était en réalité une Compagnie d'assurance bien plus qu'une caisse départementale, car, ainsi que le fait observer le jugement, cet établissement « garantissant » un secours en cas d'in-

condie dans certaines proportions et sous des conditions déterminées à ceux des habitants de la Marne ayant fait un don à ses quêtes, avait par là les caractères d'une caisse d'assurance attendu que ces quêtes donnent naissance à un véritable contrat d'assurance, la caisse « promettant » une garantie contre l'incendie à tous ceux qui contribuent à son actif par un don.

Il faut remarquer que le tribunal n'assimilait pas la caisse à une Compagnie, il constatait seulement que la caisse était une Compagnie.

Cette solution n'est donc nullement en contradiction avec la théorie que nous avons émise elle ne fait au contraire que la confirmer.

Nous avons terminé l'examen des question les plus importantes soulevées par l'application de la loi de 1871 ; sous la rubrique « questions diverses » nous allons maintenant passer brièvement en revue quelques hypothèses qui, au point de vue pratique, ne présentent qu'un intérêt secondaire.

§ 3. — *Questions diverses.*

Les Compagnies contre les risques de guerre doivent-elles la taxe ?

Parmi les questions relatives à la perception du

droit d'enregistrement se pose celle de savoir s'il faut soumettre à la taxe de 10 pour 100 les Compagnies d'assurances contre les risques de guerre ou si dans le silence des textes elles doivent en être exemptées. La loi en effet est restée muette à leur sujet, elle ne parle que des Compagnies d'assurances maritimes ou contre l'incendie et a laissé de côté celles ne garantissant qu'indirectement les risques d'incendie.

Or il s'agit de la perception d'un impôt et en cette matière l'interprétation littérale est de rigueur si l'on ne veut pas risquer d'ajouter à la loi. Ce raisonnement conduit à conclure qu'il faut exempter de la taxe toutes les Compagnies autres que celles nommément désignées.

L'administration de l'Enregistrement, dans une de ses instructions (Inst. Enreg. n° 2425), arrive par un raisonnement analogue à un résultat identique. Elle considère dans l'espèce la nature de la prime, qui est alors, dans le cas d'une Compagnie contre les risques de guerre ou d'émeute, le prix de l'assurance d'un risque de guerre ou d'émeute indéterminé et non d'un risque d'incendie spécialement désigné. Elle conclut que cette circonstance suffit pour que l'impôt de 10 pour 100 ne soit pas exigible ; mais une Compagnie qui assurerait d'une manière précise contre le risque d'incendie en cas de guerre ou d'émeute devrait acquitter la taxe de 10 pour 100.

Une Compagnie sans existence légale doit-elle la taxe de 10 pour 100.

Cette question semble à première vue quelque peu singulière ; comment en effet peut-elle se poser ? Car de deux choses l'une ou bien la Compagnie existe et dans ce cas elle doit la taxe, ou bien elle n'existe pas alors la question de la taxe ne se pose même pas. En fait cependant l'hypothèse à laquelle ce paragraphe fait allusion arrive fort bien à se réaliser, car une Compagnie d'assurance tout comme une Société, ou une personne morale quelconque peut exister en fait sans que cependant elle réunisse les conditions légales exigées, tel serait le cas d'une Compagnie dont la nullité est prononcée ; elle a pourtant passé par l'intermédiaire de ses représentants des contrats d'assurance, ces contrats doivent-ils ou non la taxe de 10 pour 100 et si la taxe a été payée n'y aura-t-il pas lieu à restitution.

L'Enregistrement peut-il réclamer un droit quelconque et en particulier dans le cas qui nous occupe, la taxe d'enregistrement, à une Compagnie qui n'aurait pas fait par exemple la déclaration prescrite par la loi ? La question est embarrassante nous croyons cependant devoir y répondre par la négative.

D'une part il faut bien reconnaître qu'il y a quelque illogisme à permettre à une administration de traiter avec un être qui théoriquement n'existe pas ; n'est-ce pas par là même reconnaître, au moins im-

plicitement son existence. Et de plus ne paraît-il pas étrange de considérer comme existant, un être fictif lorsqu'il s'agit de lui réclamer l'exécution d'obligations qui n'incombent en principe qu'à ceux dont la loi reconnaît et sanctionne l'existence juridique, et de considérer ensuite ce même être fictif comme inexistant quand il voudra se prévaloir des droits que le législateur accorde aux personnes morales.

Ces arguments ont évidemment un certain poids ; cependant nous estimons devoir nous ranger à l'opinion d'ailleurs généralement admise et en vertu de laquelle toute Compagnie même sans existence légale, même si sa nullité a été prononcée, doit la taxe fixée par la loi de 1871 sur les contrats qu'elle peut avoir passés, et cela pour une raison bien simple, c'est que le législateur a établi sa taxe sur tout contrat d'assurance, or même dans une Compagnie sans existence légale il y a bien en fait un contrat, susceptible par suite de servir de base à l'impôt ; car là est l'erreur de l'opinion que nous combattons, elle confond où du moins ne semble pas distinguer l'existence de fait et l'existence de droit ou légale. Une Compagnie ou une Société peut fort bien ne pas exister en droit tout en existant en fait, et comme en fait elle passe des contrats d'assurances, cela suffit pour qu'elle doive supporter l'impôt d'enregistrement.

Il y a en faveur de cette solution une autre raison qui n'est pas sans valeur. C'est que les Compagnies

en question seraient mieux traitées que celles qui, respectueuses de la loi, s'y sont soumises de plein gré, résultat évidemment inadmissible.

L'exigibilité de la taxe pour le temps restant à courir de l'année 1871 était-elle subordonnée à la publication du règlement d'administration publique du 25 novembre 1871.

Lorsque fut promulguée la loi du 23 août 1871, elle subordonnait le payement de la taxe qu'elle imposait à l'apparition d'un règlement d'administration publique.

L'Enregistrement jusqu'à ce moment ne pouvait exiger aucune prestation de la part des Compagnies, car il lui était impossible de connaître le montant exact de la somme due, le règlement d'administration publique étant seul à même de le déterminer.

Mais la date d'apparition de ce règlement fixant le mode de payement devait-il être pris comme point de départ de l'exigibilité du droit ?

Soutenir l'affirmative paraît difficile sans aller à l'encontre du principe général d'après lequel une loi n'est exécutoire que du jour de sa promulgation. Or rien ici n'aurait justifié cette dérogation. De plus, l'argument invoqué en l'espèce se retourne contre ses auteurs, car si l'article 10 de la loi du 23 août 1871 renvoie au décret d'administration publique du 25 novembre 1871, ce décret, article 9, spécifie que la taxe sera due du jour de la promulgation de la loi.

Cette théorie a du reste été confirmée par la jurisprudence de la cour de cassation, elle a repoussé les prétentions d'une Compagnie qui se refusait à payer la taxe pendant l'intervalle compris entre la promulgation de la loi et celle du règlement d'administration publique.

Attendu, dit l'arrêt, que la loi du 23 août 1871, qui, par ses articles 6 et 7 déclare les contrats d'assurances contre l'incendie soumis à une taxe de 8 pour 100 sur le montant des primes et qui charge les Compagnies d'en opérer la perception pour le compte du Trésor, ne contient aucune disposition dérogatoire au principe général posé dans l'article 1^{er} du Code civil aux termes duquel les lois doivent être exécutées, du moment où la promulgation en peut être connue. Que s'il est dit dans l'article 10 de cette loi qu'un règlement d'administration publique déterminera le mode de perception, les époques de paiement ainsi que les mesures nécessaires pour assurer son exécution, cette disposition, qui avait pour objet de garantir, par la tenue de certaines écritures imposées aux Compagnies, l'exacte perception par elle pour le compte du Trésor de la taxe nouvelle, et de leur accorder un certain délai pour en opérer le versement dans les caisses de l'État, n'a pas suspendu l'obligation de la payer, obligation qui est même formellement rappelée dans l'article 9 du décret réglementaire du 25 novembre 1871,

comme ayant existé à partir de la promulgation de la dite loi, qu'en décidant ainsi le jugement attaqué loin de violer ou de faussement interpréter les articles cités en a fait une juste application. (Cass. 8 décembre 1873. D. 74, 1, 144. Cf aussi Instr. Enreg. 2482 § 7).

Cette solution est absolument juridique et ne peut qu'être approuvée.

CHAPITRE III

TAXE DE 6 FRANCS PAR MILLION

Jusqu'en 1898 les deux impôts de timbre et d'enregistrement furent les seuls applicables aux Compagnies d'assurances ; la loi de finances du 13 avril 1898 vint créer une taxe spéciale sur les capitaux assurés en France par les Compagnies d'assurances contre l'incendie. C'est ce qui résulte de l'article 17.

« Les Compagnies et Sociétés d'assurances françaises et étrangères contre l'incendie, à l'exception des caisses départementales organisées par les conseils généraux, sont assujettis à une taxe fixe annuelle à raison de 6 francs par million sur le capital qu'elles assurent en France. »

Ce nouvel impôt n'est à la vérité ni un impôt de timbre ni un impôt d'enregistrement, c'est une taxe établie pour servir à la constitution d'une réserve spéciale au ministère de l'Intérieur, destinée à subvenir aux besoins des communes en ce qui concerne l'équipement des pompiers et le matériel d'incendie

d'où le nom qu'on lui donne généralement de « taxe des pompiers ».

Si nous la mentionnons dans notre étude c'est que la perception en a été confiée à l'administration de l'Enregistrement et qu'elle a été assimilée au droit d'enregistrement au point de vue du recouvrement et des amendes.

Le caractère juridique essentiel de cette nouvelle taxe est de peser personnellement sur les Sociétés et Compagnies d'assurances et c'est ce qui nous a fait décider que dans le cas où une Compagnie se faisait rembourser par l'assuré le montant de cet impôt la somme qu'elle touchait de ce chef devait être considérée comme un accessoire de la prime passible de la taxe de 10 pour 100.

Un autre trait différenciant cette taxe des impôts de timbre et d'enregistrement examinés jusqu'ici, est le suivant. Tandis que ces impôts grèvent toute assurance qu'elle émane d'un particulier ou d'une Compagnie, notre taxe au contraire est établie seulement sur les Compagnies et Sociétés d'assurances contre l'incendie, elle n'atteint donc pas les assureurs particuliers.

En vertu du même article 17 les caisses départementales organisées par les conseils généraux en sont exemples.

Pour le calcul de la taxe de 6 francs par million, le décret réglementaire prévu par l'article 18 de la

loi de 1898 et promulgué le 12 juillet 1898 (Cf. Inst. Enreg. n° 2966), établit trois déductions de même nature que celles adoptées pour la taxe d'enregistrement de 10 pour 100. Nous ne ferons que les énumérer en renvoyant pour les difficultés qu'elles pourraient soulever à ce que nous avons dit plus haut.

Ce sont :

1° Les risques étrangers.

2° Les réassurances (visées particulièrement par l'article 18 de la loi du 13 avril 1898).

3° Les polices annulées ou résiliées.

Notons enfin que la taxe de 6 francs par million a été déclaré applicable en Algérie par décret du 3 décembre 1903.

CHAPITRE IV

LA TAXE DE 12 FRANCS PAR MILLION

Une nouvelle taxe a été récemment votée ; elle a été établie par l'article 5 de la loi de finances du 30 janvier 1907, ainsi conçu :

« En sus de la taxe annuelle de 6 francs par million établie par la loi du 13 avril 1898, il est
« institué une taxe de 12 francs par million sur le
« capital assuré par les Compagnies et Sociétés d'as-
« surances françaises et étrangères. »

Cette taxe s'ajoute purement et simplement à la taxe de 6 francs par million ; elle est soumise, en ce qui concerne son exigibilité, sa liquidation et son mode de recouvrement, aux règles établies par les articles 17 et 18 de la loi du 13 avril 1898 et par le décret du 12 juillet 1898. (Cf Rapport de M. Gauthier au Sénat. le 29 janvier 1907. Rapport supplémentaire de M. Mougeot à la Chambre des députés, du 12 décembre 1906.)

La taxe additionnelle frappe toutes les Compagnies

et Sociétés d'assurances contre l'incendie qui assurent des biens situés en France.

En sont exemptes les Caisses départementales organisées par les conseils généraux et les Sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles constituées dans les conditions fixées par la loi du 5 juillet 1900 pour les capitaux qu'elles assurent comme pour ceux qu'elles réassurent.

Les mêmes déductions doivent être opérées que pour la taxe de 6 francs par million.

La quotité de la taxe est fixée, en principe, à 12 francs par million ; cependant, aux termes de l'article 5 *in fine*, « cette taxe est réduite à 3 francs
« par million pour les Compagnies et Sociétés qui
« justifient que l'ensemble des capitaux assurés par
« elles ne dépasse pas un milliard ; elle est réduite
« à 6 francs par million pour les Compagnies et
« Sociétés qui justifient que l'ensemble des capitaux
« assurés par elles est compris entre 1 et 3 mil-
« liards. »

Il y a donc dans ce tarif une sorte de progression qui constitue l'innovation importante du nouvel impôt.

Les justifications que les Compagnies sont tenues de fournir pour prétendre au bénéfice des tarifs réduits doivent, ainsi que l'indique expressément l'article 5, porter sur l'ensemble des capitaux assurés par elles, sans déduction par suite d'aucune somme ;

la loi n'indique pas d'ailleurs la forme de ces justifications.

D'après l'article 6, la taxe additionnelle est à la charge personnelle de la Société ou Compagnie d'assurance, qui doit l'ajouter à ses frais généraux et ne peut, en aucun cas, la récupérer sur l'assuré. Cependant, ce même article 6 établit une exception formelle en concédant aux Sociétés d'assurances mutuelles, constituées conformément au décret du 22 janvier 1868, la faculté de s'en faire rembourser le montant par leurs assurés, et nous savons l'intérêt que présente cette observation au sujet de l'assiette de la taxe d'enregistrement de 10 pour 100. Cette question a déjà été traitée précédemment, il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter davantage.

CHAPITRE V

ÉPOQUES ET LIEUX DE PAIEMENT — PÉNALITÉS

Nous terminerons cette étude en examinant brièvement la manière dont doivent être acquittés ces différents impôts ainsi que les amendes auxquelles peuvent donner lieu les contraventions constatées par l'administration.

§ 1. — *Époques et lieux de paiement.*

Les époques et les lieux de paiement sont déterminés pour l'impôt de l'Enregistrement et pour celui du timbre par le décret réglementaire du 23 novembre 1871 dont l'article 6 s'exprime de la façon suivante :

« Le paiement de la taxe est effectué, pour chaque
« trimestre, avant le dixième jour du troisième mois
« du trimestre suivant, au bureau de l'Enregistre-

« ment du siège des Sociétés ou Compagnies, ou du
« domicile de l'assureur.

« Toutefois, pour les Sociétés d'assurances mu-
« tuelles dans lesquelles le montant des cotisations
« annuelles est, d'après les statuts, exigibles par
« avance le 1^{er} janvier de chaque année, le paiement
« de la taxe afférente aux contrats existant à cette
« époque, est effectué par quart et dans les dix jours
« qui suivent l'expiration de chaque trimestre. »

Cependant une liquidation générale doit avoir lieu
annuellement après la clôture des écritures de chaque
exercice, l'article 7 en effet porte que :

« Chaque année, après la clôture des écritures
« relatives à l'exercice précédent, et au plus tard le
« 31 mai, il est procédé pour toutes Compagnies,
« Sociétés ou assureurs, à une liquidation générale
« de la taxe due pour l'exercice entier.

« Si de cette liquidation, il résulte un complément
« de taxe au profit du Trésor, il est immédiatement
« acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé
« est imputé sur l'exercice courant. »

L'article 8, enfin, indique les pièces à fournir à
l'appui des versements :

« A l'appui des versements prescrits par l'article 7
« les Sociétés, Compagnies ou assureurs remettent
« au receveur de l'Enregistrement, un état certifié
« conforme à leurs écritures commerciales et indi-
« quant :

« 1° Le montant des primes, cotisations au con-
 « tributions échues pendant le trimestre et provenant
 « des exercices antérieurs.

« 2° Le montant des mêmes primes, cotisations
 « ou contributions provenant de souscriptions nou-
 « velles.

« 3° Les déductions à opérer en exécution de
 « l'article 5 ; il est ouvert une colonne spéciale à
 « chaque nature de déduction.

« 4° Le montant net des primes, cotisations ou
 « contributions assujetties à la taxe.

« Pour opérer la liquidation générale prévue par
 « l'article 7, les Sociétés, Compagnies et assureurs
 « remettent aux receveurs de l'Enregistrement, avec
 « la balance des comptes ouverts à leur grand livre,
 « un état récapitulatif de la totalité des opérations
 « de l'année précédente. Cet état, dûment certifié,
 « est vérifié au siège social par les agents de l'admi-
 « nistration auxquels sont représentés, à toute
 « réquisition, tous livres, registres, polices, avenants
 « ou autres documents, quelle que soit d'ailleurs
 « leur date. »

Quant aux taxes de 6 francs par million et de 12 francs par million, exigibles en vertu des lois du 13 avril 1898 et du 30 janvier 1907, leur versement, quoique soumis à un autre règlement d'administration publique, celui du 12 juillet 1898, s'opère exactement de la même façon ; le décret du 12 juillet 1898

ne faisant que reproduire ou à peu près les termes de celui du 25 novembre 1871 (1).

(1) Décret du 12 juillet 1898. Art. 1. La taxe fixée par l'art. 17 de la loi du 13 avril 1898, est établie sur l'intégralité des capitaux assurés, constatés dans les écritures des Compagnies, Sociétés ou autres assujettis. Toutefois sont déduits pour le calcul de la taxe : 1^o Les capitaux se rapportant à des immeubles ou objets mobiliers situés hors de France ; 2^o les capitaux faisant l'objet de réassurances acceptées, lorsque la taxe est payée par l'assureur primitif ; 3^o les capitaux concernant des polices résiliées ou annulées sans avoir donné lieu à aucune perception de prime au profit des Compagnies. Il sera ouvert, dans les écritures des assujettis, un compte spécial à chacune des différentes natures des capitaux énumérés aux trois paragraphes précédents. — Art. 2. — Le paiement de la taxe est effectué pour chaque trimestre, dans les 10 premiers jours du 3^e mois du trimestre suivant, au bureau de l'Enregistrement du siège des Sociétés ou Compagnies ou du domicile de l'assureur. Toutefois pour les Sociétés d'assurances mutuelles dans lesquelles le montant des cotisations annuelles est, d'après les statuts, exigible par avance le 1^{er} janvier de chaque année, le paiement de la taxe afférente aux contrats existant à cette époque, est effectuée par quarts dans les 10 premiers jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre : Art. 3. — Chaque année, après la clôture des écritures de l'exercice précédent et au plus tard le 31 mai, il est procédé pour toutes les Compagnies et Sociétés, à une liquidation générale de la taxe due pour l'exercice entier. Si de cette liquidation il résulte un complément de taxe au profit du trésor, ce complément est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant. Art. 4. — A l'appui des versements prescrits par l'art. 2, les Sociétés et Compagnies sont tenues de remettre au receveur de l'Enregistrement un état certifié conforme à leur écritures commerciales et indiquant : 1^o les capitaux assurés pendant le trimestre et provenant des exercices antérieurs ; 2^o les capitaux assurés provenant de souscriptions nouvelles ; 3^o en vue des déductions à opérer, les capitaux indiqués à l'article 1^{er} et qui seront inscrits dans des colonnes distinctes ; 4^o le montant

§ 2. — *Pénalités.*

Après avoir étudié les modes de paiement des impôts, il nous reste à examiner les amendes auxquelles peuvent donner lieu l'inexécution des différentes lois fiscales; c'est ce qui fera l'objet de ce deuxième et dernier paragraphe.

Nous classerons les amendes suivant l'impôt auquel se rapporte la contravention encourue.

1° *Enregistrement.* — L'article 10 *in fine* de la loi du 23 août 1871 porte que :

« Chaque contravention aux dispositions de ce règlement sera passible d'une amende de 50 francs. »

Le règlement dont il est question est celui du 23 novembre 1871 (annoncé du reste par le début du même article 10); on ne saurait, sans en reproduire les termes, dresser la liste des contraventions auxquelles sa non observation peut donner lieu. Ce serait une énumération sans grand intérêt et, par

net des capitaux assujettis à la taxe. Pour opérer la liquidation générale prévue par l'art. 3, les Sociétés et Compagnies sont également tenues de remettre au receveur de l'Enregistrement, avec la balance des comptes ouverts à leur grand-livre, un état récapitulatif de la totalité des opérations de l'année précédente. Cet état, dûment certifié, est vérifié au siège social par les agents de l'administration.

conséquent, sur laquelle nous n'insisterons pas davantage.

2° *Timbre*. — Les amendes concernant les contraventions à la loi sur le timbre sont déterminées par l'article 8 de la loi de 1884 qui renvoie lui-même à l'article 10 de la loi du 23 juin 1857, ainsi conçu :

« ART. 10. — Toute contravention aux précédentes
« dispositions et à celles des règlements qui seront
« faits pour leur exécution est punie d'une amende
« de 100 à 5,000 francs, sans préjudice des peines
« portées par l'article 39 de loi du 22 frimaire an VII
« pour omission ou insuffisance de déclaration. »

On voit donc que l'amende, dans ce cas, n'est plus fixe, l'administration de l'Enregistrement est libre de la faire varier entre un minimum de 100 francs et un maximum de 5,000 francs. Remarquons de plus que cette amende ne punit pas les omissions ou fausses déclarations dans les états fournis à l'appui des versements. Ces dernières sont sanctionnées par la loi du 22 frimaire an VII, qui s'exprime de la façon suivante :

« La peine pour les omissions qui seront reconnues
« avoir été faites dans les déclarations sera d'un
« droit en sus qui sera perçu pour les objets omis ;
« il en sera de même pour les insuffisances consta-
« tées dans les estimations de biens déclarés. »

L'amende n'est donc pas ici laissée à l'arbitraire

de l'administration, elle est proportionnelle à la faute, solution plus équitable et préférable à tous égards.

3^o *Taxe de 6 francs par million.* — Pour ce qui est de la taxe de 6 francs par million, d'après l'article 18, « toute contravention aux prescriptions
« du règlement d'administration publique destiné à
« assurer l'exécution de la loi du 13 avril 1898 sera
« punie d'une amende de 100 à 1,000 francs ».

Quant à la taxe de 12 francs par million, une contravention quelconque relative à son paiement se confondrait nécessairement avec la précédente, car aux termes de la loi du 30 janvier 1907, « cette taxe s'ajoute à celle établie par la loi du 13 avril 1898 » ; par conséquent, les taxes de 6 et 12 francs par million, s'additionnant pour devenir celle de 18 francs par million, on ne pourrait, à l'occasion, constater qu'une seule contravention qui, par suite, ne saurait donner lieu qu'à une seule amende.

CONCLUSION

Arrivé au terme de notre étude, il ne nous reste plus qu'à nous demander qu'elle est la valeur de la législation que nous venons d'examiner et si des réformes seraient souhaitables.

Si nous embrassons d'un seul coup d'œil l'évolution de notre droit fiscal en cette matière assez complexe des assurances contre l'incendie, il est un trait saillant qui apparaît tout d'abord : c'est l'augmentation ininterrompue de taxations plus ou moins arbitraires en droit et motivées surtout par les besoins toujours croissants du fisc.

Assurément, nous estimons que les assurances en général et, plus encore que toutes autres peut-être, les assurances contre l'incendie profitent de la protection du pouvoir central, du bon ordre social, et, à ce point de vue, il est légitime qu'elles tiennent compte à l'État et sous la forme d'impôts de l'aide qui leur est ainsi accordée.

Mais ce qui nous paraît mériter des critiques sérieuses, c'est cette tendance d'abord timide, puis, de plus en plus marquée, d'accabler de taxes et d'impôts sans nombre les assurances, et aussi de les faire supporter par les Compagnies seules, en les mettant à leur charge personnelle.

L'État paraît oublier que les Sociétés d'assurances

sont soumises déjà à la plupart des impôts grevant toute Société en tant que Société (taxe de 4 pour 100 sur le revenu et autres); il devrait bien se dire, cependant, que ces taxations successives et toujours accrues risquent de tarir les idées de prévoyance et d'épargne que le développement des Compagnies a tellement contribué à répandre.

On a fait une observation qui vise plus spécialement la loi de 1871, c'est-à-dire la taxe d'Enregistrement; elle est ainsi formulée : Il est illogique autant que contraire à l'équité de prendre comme base de l'impôt le montant des primes, autrement dit le montant du risque. C'est le capital assuré qui devrait servir d'assiette à la taxe. Cette opinion déjà soutenue et développée, mais sans succès, lors de la discussion de la loi de 1871, a été reprise et a fait l'objet de plusieurs propositions : l'une déposée en 1889, émanée de M. Bourgeois, fut même adoptée par la Chambre des députés. Elle établissait « qu'un droit de 0.08 par 1,000 francs du capital assuré est prélevé sur les assurances contre l'incendie. »

La commission du budget avait émis l'avis de faire une distinction entre les primes fixes et les mutuelles et d'établir un droit de 0.08 pour 1,000 sur le montant des valeurs assurées par les primes fixes et un droit de 0.06 pour 1,000 sur le montant des valeurs assurées par les mutuelles, mais on ne donna pas suite à ce projet.

En 1900, une nouvelle proposition, analogue à

celle de M. Bourgeois, fut déposée par M. Bertrand. Il demandait de modifier comme suit l'article 6 de la loi du 23 août 1871 : « 2° Pour les assurances
« contre l'incendie à raison de 0.07 pour 1,000 du
« montant total des sommes assurées sans addition
« d'aucun décime. »

Enfin, dans sa séance du 19 février 1906, la Chambre des députés a voté, après déclaration d'urgence, la proposition de loi de M. Bertrand, qui convertit le droit de 10 pour 100 sur le montant des primes, cotisations ou contributions en un droit sur le montant des capitaux assurés. Et on fait ici de nouveau une distinction : le droit serait de 0.075 pour 1,000 sur le montant des capitaux assurés par les primes fixes et de 0.055 pour 1,000 sur le montant des capitaux assurés par les assurances mutuelles.

Les caisses départementales resteraient seules soumises au droit de 1 pour 100 sur le montant des versements.

La modification préconisée aurait comme effet, d'après les prévisions de ses auteurs, de dégrever les usines, les fabriques, comme aussi les risques agricoles, et si l'on en croit la statistique à laquelle on s'est livré, la taxe nouvelle, telle du moins qu'elle a été proposée par M. Bertrand en 1900, aurait un rendement supérieur à celui de la taxe actuellement existante.

On fait aussi valoir qu'il serait logique et équi-

table de frapper la valeur du bien garanti de manière à conserver à l'impôt son caractère de proportionnalité avec la fortune de la personne assurée, proportionnalité qui n'existe pas avec le système actuel ; la prime, en effet, variant non point tant avec la valeur de l'objet assuré qu'avec le risque couru.

Cette considération ne nous paraît pas suffisante pour conduire à l'adoption du projet dont nous avons parlé, et cela pour plusieurs raisons :

D'abord, il serait rationnel de baser la taxe nouvelle sur la valeur du bien assuré ; on oublie, en effet, que souvent quand le risque prévu, à savoir l'incendie, se réalise, il est fréquent que la somme payée à titre d'indemnité par la Compagnie soit inférieure à cette valeur pour la raison très simple que, dans de nombreux cas, le sinistre n'est pas total. Et alors, pour rester logique avec les prémisses posées, il faudrait que la taxe soit proportionnelle au montant de l'indemnité. Mais il y a à cela une impossibilité matérielle, car elle est pour le moment indéterminée et peut-être même n'y aurait-il jamais lieu au paiement d'une indemnité quelconque.

De plus, un impôt sur le capital des valeurs assurées existe déjà dans notre droit fiscal, c'est l'impôt du timbre, et la taxe que l'on préconise ferait, par conséquent, double emploi avec lui.

Enfin, troisième raison qui à elle seule serait, à notre avis, suffisante pour faire repousser la pro-

position Bertrand : c'est que l'on pourrait craindre que cette modification à la loi de 1871 n'entraînat comme conséquence, par un développement excessif des Compagnies à primes, une disparition à plus ou moins brève échéance des mutuelles ; car le changement de base de l'impôt produirait une augmentation considérable des charges de ces dernières, même avec l'abaissement à 0.055 pour 1,000 de la taxe qu'elles auraient à supporter.

En résumé, la loi du 23 août 1871 est relativement bonne ; bien qu'elle ne crée pas de distinction entre les primes fixes et les mutuelles, gardons-là telle qu'elle est et ne faisons qu'avec la plus grande réserve des modifications en une matière qui intéresse au plus haut degré la sécurité et le bien-être social.

Paris, le 8 mai 1908.

Vu :

Le Président de la thèse,

Vu :

E. CHAVEGRIN.

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
DROIT DE TIMBRE	
CHAPITRE I ^{er} . — Historique	11
§ 1 ^{er} . — La législation ancienne.....	11
§ 2. — La loi du 5 juin 1850.....	15
§ 3. — La loi de décembre 1876	27
CHAPITRE II. — La loi du 29 décembre 1884.....	38
§ 1 ^{er} . — Les traits essentiels.....	39
§ 2. — Caractère de l'abonnement	44
§ 3. — Actes couverts par l'abonnement.....	45
§ 4. — Polices signées à l'étranger et visées en France.	51
§ 5. — Polices annulées ou arrivées à leur terme....	55
DEUXIÈME PARTIE	
DROIT D'ENREGISTREMENT	
CHAPITRE I ^{er} . — Historique	63
CHAPITRE II. — La loi du 23 août 1871.....	70
§ 1 ^{er} . — Assiette de la taxe	76
§ 2. — Accessoires de la prime	84

1 ^o Impôts.....	86
2 ^o Taxe de 6 francs par million.....	92
3 ^o Taxe de 12 francs par million.....	97
4 ^o Honoraires de révision des contrats.....	97
5 ^o Frais d'encaissement.....	100
6 ^o Frais de répertoire.....	102
7 ^o Frais d'estimation.....	103
8 ^o Frais de gestion.....	103
9 ^o Coût de la police, prix des plaques, honoraires directs, indemnité de résiliation.....	103
§ 3. — Déduction à opérer.....	106
1 ^o Polices garantissant des risques étrangers.....	108
2 ^o Réassurances.....	114
3 ^o Polices annulées ou résiliées.....	115
§ 4. — Caisses départementales.....	119
§ 5. — Questions diverses.....	122
CHAPITRE III. — Taxe de 6 francs par million	129
CHAPITRE IV. — Taxe de 12 francs par million	132
CHAPITRE V. — Epoques et lieux de paiement et pénalités	135
CONCLUSION.....	143

IMPRIMERIES RÉUNIES DU CENTRE, BLOIS, 2, RUE HAUTE
